



Une fenêtre ouverte sur le monde

Le Courrier

Janvier 1971 (XXIV^e année) - France : 1,20 F - Belgique : 17 F - Suisse : 1,20 F



LE 20^e SIÈCLE DEVANT LA CULTURE



Photo © Alfredo Testoni - Collection Mattio, Musée précolombien, Montevideo

Ex-voto indien de l'âge de pierre

TRÉSORS
DE L'ART
MONDIAL

51

Uruguay

Le Musée précolombien de Montevideo, capitale de l'Uruguay, rassemble de riches collections d'objets de haute valeur artistique ou scientifique. Issus de tout le continent sud-américain, ces objets relatent dans leur diversité les cultures indiennes avant la conquête espagnole. Certaines pièces sont fort anciennes, comme cette figurine de céramique, haute d'une douzaine de centimètres. Elle a été découverte dans le nord-est de l'Argentine; il s'agit sans doute d'une statuette propitiatoire, ex-voto à une divinité de la fécondité, vestige des primitives civilisations d'agriculteurs habiles à modeler la poterie. C'est peut-être de ces paysans indiens de l'âge de pierre que descendent les Guaranis, vaste groupe ethnique et linguistique qui peuple encore le Paraguay et le nord-est de l'Argentine

JANVIER 1971
XIV^e ANNÉE

PUBLIÉ EN 13 ÉDITIONS

Française	Italienne
Anglaise	U. S. A.
Espagnole	Hindie
Russe	Tamoule
Allemande	Hébraïque
Arabe	Persane
Japonaise	

Mensuel publié par l'UNESCO
Organisation des Nations Unies
pour l'Éducation,
la Science et la Culture

Ventes et distributions :
Unesco, place de Fontenoy, Paris-7*

Belgique : Jean de Lannoy,
112, rue du Trône, Bruxelles 5

ABONNEMENT ANNUEL : 12 francs français; 170 fr. belges; 12 fr. suisses; 20/-stg.
POUR 2 ANS : 22 fr. français; 300 fr. belges;
22 fr. suisses (en Suisse, seulement pour les
éditions en français, en anglais et en espagnol); 36/-stg. Envoyer les souscriptions
par mandat C. C. P. Paris 12598-48, Librairie
Unesco, place de Fontenoy, Paris.

★

Les articles et photos non copyright peuvent être reproduits à condition d'être accompagnés du nom de l'auteur et de la mention « Reproduit du Courrier de l'Unesco », en précisant la date du numéro. Trois justificatifs devront être envoyés à la direction du Courrier. Les photos non copyright seront fournies aux publications qui en feront la demande. Les manuscrits non sollicités par la Rédaction ne sont renvoyés que s'ils sont accompagnés d'un coupon-réponse international. Les articles paraissant dans le Courrier de l'Unesco expriment l'opinion de leurs auteurs et non pas nécessairement celles de l'Unesco ou de la Rédaction.

★

Bureau de la Rédaction :
Unesco, place de Fontenoy, Paris-7*. France

Directeur-Rédacteur en chef :
Sandy Koffler

Rédacteur en chef adjoint :
René Caloz

Adjoint au Rédacteur en Chef :
Lucio Attinelli

Secrétaires généraux de la rédaction :
Édition française : Jane Albert Hesse (Paris)
Édition anglaise : Ronald Fenton (Paris)
Édition espagnole : Francisco Fernández-Santos (Paris)
Édition russe : Georgi Stetsenko (Paris)
Édition allemande : Hans Rieben (Berne)
Édition arabe : Abdel Moneim El Sawi (Le Caire)
Édition japonaise : Hitoshi Taniguchi (Tokyo)
Édition italienne : Maria Remiddi (Rome)
Édition hindie : Kartar Singh Duggal (Delhi)
Édition tamoule : T.P. Meenakshi Sundaran (Madras)
Édition hébraïque : Alexander Peli (Jérusalem)
Édition persane : Fereydoun Ardalan (Téhéran)

Rédacteurs :
Édition française : Nino Frank
Édition anglaise : Howard Brabyn

Illustration et documentation : Olga Rödel

Maquettes : Robert Jacquemin

Toute la correspondance concernant la Rédaction doit être adressée au Rédacteur en Chef

Pages

5	I. LE 20 ^e SIÈCLE DEVANT LA CULTURE
13	II. " SE NOURRIR UNIQUEMENT D'UNE CULTURE D'EMPRUNT, C'EST VIVRE LA VIE DES AUTRES "
15	III. COMMUNICATIONS DE MASSE ET CULTURE DE MASSE <i>par Frank McDermott</i>
18	A LA RECHERCHE DU TEMPS PERDU
21	LA CULTURE SUR LA SELLETTE Réflexions sur les politiques culturelles lors de la Conférence de Venise
25	L'AFRIQUE ET LA DÉCOLONISATION CULTURELLE <i>par James Ngugi</i>
26	PRESTIGES DE LA PAROLE
33	LATITUDES ET LONGITUDES
34	NOS LECTEURS NOUS ÉCRIVENT
2	TRÉSORS DE L'ART MONDIAL Ex-voto indien de l'âge de pierre (Uruguay)

Notre couverture



Ce numéro est entièrement consacré aux politiques culturelles et au développement culturel conçu comme facteur déterminant des relations nationales et internationales. C'est là un abord tout nouveau d'un problème de notre monde moderne. Notre couverture en est un symbole : elle représente un détail de la Tour de la Jeunesse à l'Exposition d'Osaka de 1970. Cette tour, haute de 25 mètres, s'inscrivait dans le panorama de l'Exposition, comme les Tours du Soleil et de la Maternité, au-dessus de la place de l'Harmonie.

Photo © Paul Almay, Paris

La Piazzetta, à Venise, par laquelle on aborde la fameuse place Saint-Marc quand on vient de la mer. A gauche, la façade principale du Palais des Doges. C'est le prestige artistique de Venise qui a fait choisir cette ville entre toutes pour la première Conférence sur les politiques culturelles qui, l'année dernière, s'est réunie sur l'initiative de l'Unesco. Venise s'enfonce peu à peu dans sa lagune, et l'Unesco a lancé récemment une campagne internationale pour la sauvegarde de la ville.



LE 20^e SIÈCLE DEVANT LA CULTURE

A Venise, dans une conférence de l'Unesco sans précédent, 88 États examinent ensemble les problèmes de politiques culturelles

par
Frank McDermott

1.

L n'est certes pas de mise que les chevaux parient sur les hommes. Pourtant n'y aurait-il pas eu une amélioration de la race humaine au cours de l'évolution des civilisations ? Les quatre chevaux de la place Saint-Marc, à Venise, n'avaient pas voix au chapitre quand, le 24 août dernier, ils virent défiler les délégués de la première Conférence internationale sur les politiques culturelles, du même œil impassible dont ils ont contemplé depuis des siècles les avatars de la Sérénissime République. Créations du génie grec, ils ont été trophée de conquérants, passant tour à tour aux mains de Néron, de Trajan, de Constantin, du doge de Venise et de Napoléon. Pour être cheval de bronze, antique témoins de victoires militaires, ne peut-on se voir prêter un peu de rêve et d'espérance en un avenir où l'œuvre d'art, comme la culture tout entière, aurait enfin pleine signification ?

Les représentants de presque quatre-vingt-dix pays — et parmi eux trente-neuf ministres — inspirés peut-être par le magnifique décor offert par Venise à leurs débats, ont proclamé à nouveau publiquement et sans réserves que « Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scien-

SUITE PAGE 6

FRANK C. McDERMOTT a travaillé pour le Comité international de la Croix-Rouge, les Nations Unies et certaines de leurs institutions spécialisées. Entré en 1963 à l'Unesco en qualité de traducteur, il est, depuis 1966, rédacteur au département de la Culture et des Sciences sociales.

Du droit à la culture aux devoirs des gouvernements

tifique et aux bienfaits qui en résultent. » Mais, plus encore, ils ont solennellement marqué leur volonté de faire de ces paroles de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme une réalité du monde moderne.

Au cours des débats, diverses opinions ont été exprimées quant à la mise en œuvre, mais jamais ces désaccords n'ont émoussé la détermination et la confiance des participants, ou n'ont abouti à une négation stérile. En fait, ces débats ont en quelque sorte jeté les fondations sur lesquelles il va être loisible de construire.

Il y a eu ainsi accord général sur le postulat fondamental que chaque pays, en fait, devrait avoir sa politique culturelle. M. René Maheu, Directeur général de l'Unesco, devait l'affirmer avec une logique incontestable : « Si tout homme a le **droit**, comme exigence de son essentielle dignité, de participer à l'héritage et à l'activité culturels de la communauté... il s'ensuit que les autorités qui ont la charge de ces communautés ont le **devoir** de lui fournir les moyens, dans la limite des ressources dont elles disposent, de cette participation. »

Nombre de pays ont défini d'ores et déjà clairement leur politique culturelle et les techniques d'application. Certains d'entre eux ont même créé un ministère de la Culture ou confié la responsabilité d'une politique culturelle à des départements ministériels chargés par ailleurs d'autres fonctions.

Dans quelques pays, la crainte d'étouffer la création artistique sous le poids de la bureaucratie l'a emporté sur les avantages que présenterait une intervention gouvernementale directe. Ce qui ne veut nullement dire que ces pays repoussent l'idée d'une politique culturelle : il s'agit souvent, au contraire, d'une politique délibérée tendant à encourager organisations non gouvernementales et mécénat privé à fournir l'aide indispensable.

Le nœud de la question touchait donc au degré d'intervention gouvernementale souhaitable.

M. Mohamed El Fasi, ministre d'Etat chargé de la Culture au Maroc, a cité,

Quelle que soit son époque, tout chef-d'œuvre de l'art constitue à la fois un témoignage et un résumé de l'expérience humaine. Synthèse d'art et de science, l'énorme calendrier aztèque Nahua, que des enfants contemplant (ci-dessous) au Musée national de Mexico, perpétue dans sa pierre délicatement sculptée la chronologie et l'astronomie d'un peuple américain ancien. Le contraste est grand avec ce « Broadway Boogie Woogie », qui pourtant exprime semblablement son temps : ce tableau a pour auteur le peintre Piet Mondrian (1872-1944), pionnier de la peinture moderne, en particulier dans les formes d'abstraction géométrique.



Photo Rune Hassner — Trophoto (Stockholm) © G. Bern, Paris

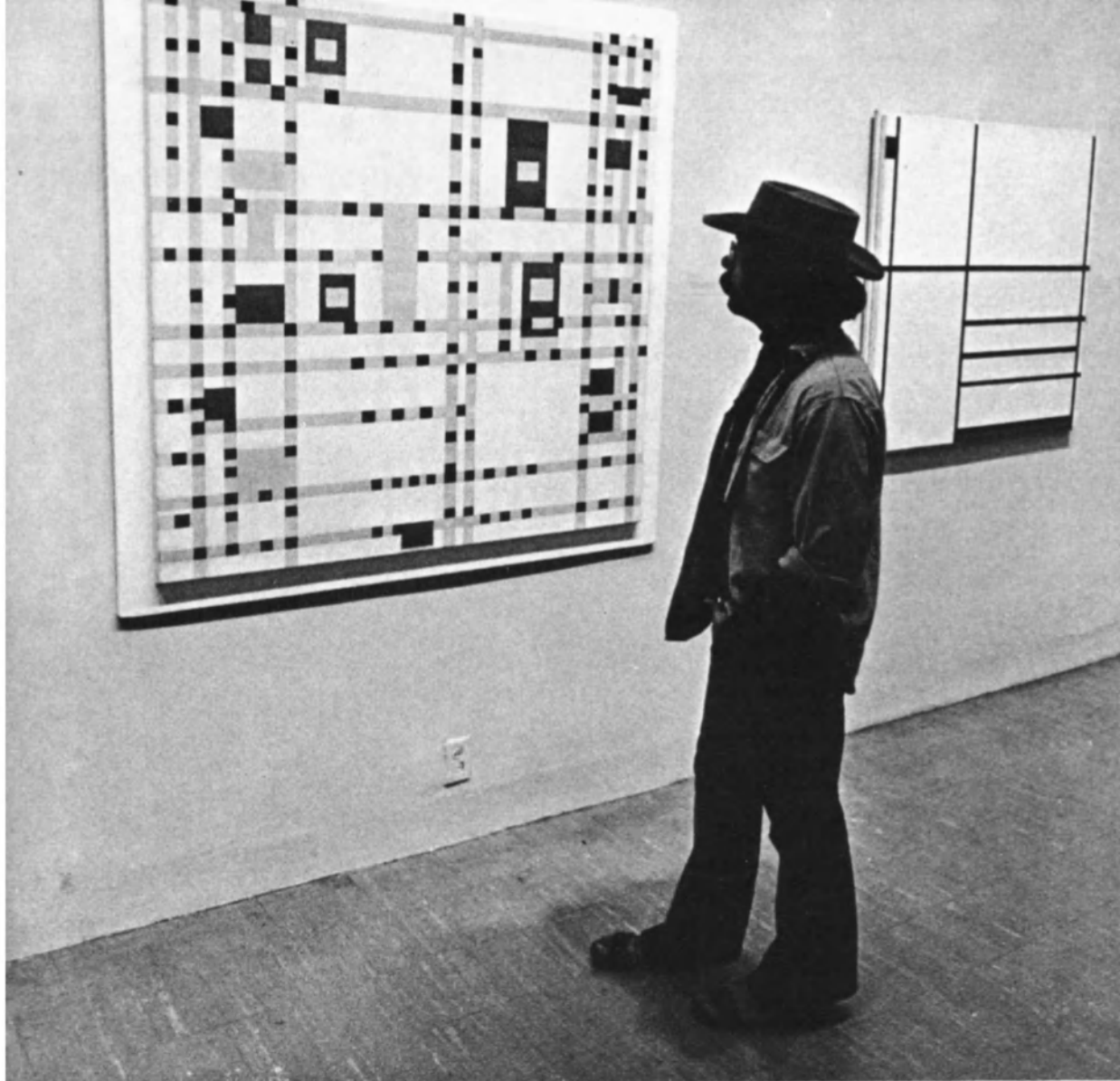


Photo © Richard Frieman, Paris

pour illustrer la manière dont est conçue dans son pays l'intervention du gouvernement, un discours prononcé par S. M. le roi Hassan II en 1969 : « Nous avons voulu réunir et coordonner les activités naguère dispersées. Aussi avons-nous créé un ministère d'Etat pour s'en occuper d'une façon toute particulière, faire comprendre la valeur des connaissances, attirer l'attention de Notre peuple sur l'originalité toujours renouvelée de ces richesses et sur le fait qu'elles constituent un patrimoine national précieux. »

Mme Ekaterina Fourtseva, ministre de la Culture de l'Union Soviétique, a montré à quel point la culture était étroitement mêlée aux autres activités d'une nation. « Le développement culturel d'un peuple — a-t-elle dit — dépend des bases socio-économiques de la société, du bien-être matériel de ses membres. En même temps, le niveau culturel des masses est une des composantes du progrès social et économique de la société. »

Tels sont les principes sur lesquels a été basée la politique culturelle de l'Union Soviétique depuis la Révolution

de 1917, quand les trois quarts de la population étaient analphabètes, tandis que plus de quarante nationalités cohabitait dans des régions écartées n'avaient même pas de langue écrite. L'Etat avait alors assumé la responsabilité de tout ce qui avait trait à l'organisation, au financement et à la fourniture de matériel, en vue d'assurer le développement de la culture et de l'art.

Une planification à long terme était indispensable. Pour mesurer l'envergure de cette planification, Mme Fourtseva a dit : « On peut imaginer combien la vie va se transformer, non seulement en quinze ou vingt ans, mais même en une dizaine d'années. »

Le danger de concentrer les pouvoirs « entre les mains d'un petit nombre de politiciens, de bureaucrates et de chefs d'associations artistiques » a été dénoncé par M. Kjell Bondevik, ministre de l'Education de Norvège, qui a rappelé aux participants à la Conférence que « celui qui paie l'orchestre choisit le répertoire ».

Il est évident que cet aspect du problème préoccupait bon nombre de participants. Une politique culturelle

réclame des critères extrêmement subtils et doit favoriser la liberté de création de l'artiste plutôt que la limiter.

Comme devait l'affirmer M. Micunovic, ministre de la Culture de Yougoslavie, « la liberté de création artistique ne peut pas être consentie ou refusée par décret, mais l'Etat peut octroyer les conditions sociales et juridiques permettant à l'artiste de s'exprimer avec plénitude et d'exprimer totalement sa personnalité ».

M. Micunovic ajoutera, avec franchise, que « l'intervention de l'Etat en matière d'esthétique, fait caractéristique des premières années d'après-guerre, a appauvri la culture et affaibli l'esprit critique créateur ».

Une politique culturelle devrait se préoccuper de la sécurité sociale et juridique de l'artiste, en assurant les conditions matérielles qui permettent aux associations culturelles et artistiques de fonctionner, et en satisfaisant à la fois aux besoins artistiques et au besoin d'art. La constitution yougoslave protège l'indépendance et l'autonomie des artistes et des hommes de science ; les autorités n'ont



Photo Rune Hassner - Tiofoto, Stockholm © G. Bern, Paris



Photo © Almasy, Paris

LES GRÂCES DE L'IMAGINATION CRÉATRICE

L'année dernière, les visiteurs de l'Exposition 70 d'Osaka, au Japon, ont pu, dans 90 pavillons, découvrir de merveilleux ensembles de dessins originaux et d'objets d'art, variations sur le thème des harmonies humaines et du progrès. Nous avons choisi à dessein, pour ce numéro, bon nombre des images de l'Expo 70 qui révèlent l'apport culturel de divers pays. Ci-dessus « Le nuage », extraordinaire évocation poétique de verre filé, l'un des chefs-d'œuvre du pavillon de Tchécoslovaquie, due à René Roubicek, artiste tchèque. Le jaillissement de cannes à grelots, de plumes, d'attributs féeriques dans leur mobile métamorphose (à gauche) est la création d'un artiste anonyme : il s'agit d'un costume porté lors du carnaval à Port of Spain, capitale de Trinité et Tobago.



UN ET MULTIPLE TOUR A TOUR

Héritière de la tradition populaire, l'adresse de l'artisan marque le triomphe de l'esprit sur la matière brute. A droite, ces girouettes qui ornent les toits en Amérique ont autant de particularités formelles et techniques qu'il y a de souffles du vent. A gauche, une « Matriochka », poupée façonnée et peinte à la main par les villageois du district de Gorki (dans le nord de la Russie) et qui est devenue une manière de symbole de l'Union Soviétique. Ci-dessous, à droite, une délicieuse fantaisie des potiers japonais : mi-chat, mi-rai de soleil, mi-oursin ; cette création composite ne vise qu'à la joie du regard.



PROBLÈMES DE POLITIQUES CULTURELLES (Suite de la page 7)

pas plein pouvoir de définir ce qui peut être agréé comme fait de culture et l'Etat ne peut décider arbitrairement de ce qui est ou non valeur artistique dans l'œuvre de l'artiste.

« Au contraire de ce qui se passe dans d'autres pays — a dit M. Micunovic — le rôle de l'Etat et des autorités publiques dans la direction des Affaires Culturelles tend à décroître en Yougoslavie : d'une manière de plus en plus large, il va se limiter à une supervision. Les décisions seront prises par ceux qui sont réellement compétents, comme le veut essentiellement la démocratie : par les professionnels eux-mêmes ou ceux qu'ils choisissent pour les représenter, par ceux qui créent la culture sous toutes ses formes et par ceux à qui elle s'adresse. »

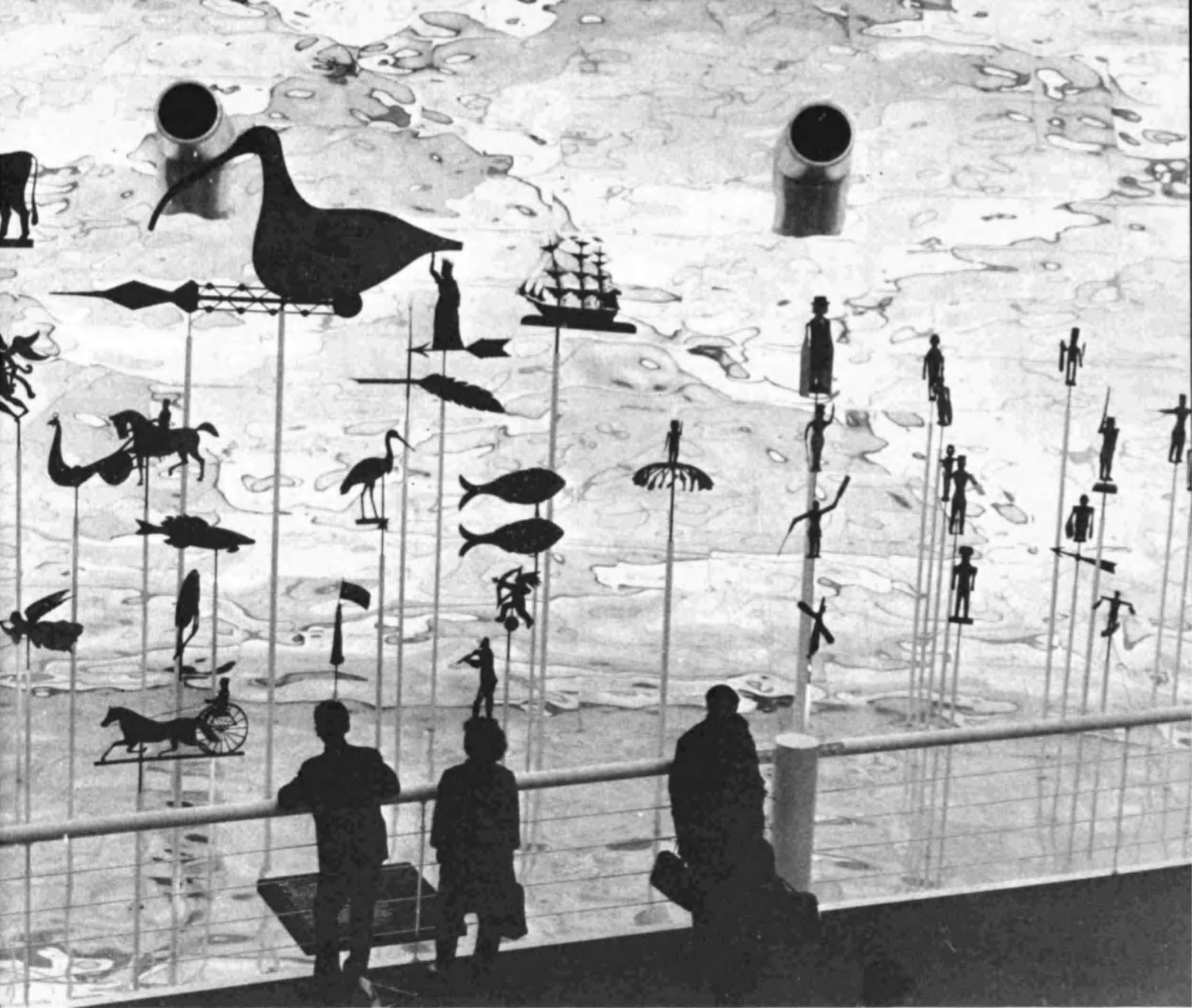
Mlle Nancy Hanks, présidente du Conseil des Arts pour les Etats-Unis, a rappelé de récentes dispositions des gouvernements pour reconnaître, sur

une base nationale et publique, l'importance des arts et de la littérature dans l'avenir du pays. Aux Etats-Unis, les questions d'ordre culturel, traditionnellement, sont tenues pour relevant uniquement de l'initiative privée. « Peut-être, a-t-elle ajouté, les fonds publics dévolus à d'autres domaines culturels que ceux de l'éducation seront-ils toujours relativement limités, dans l'absolu, par rapport à ceux qui vont à la santé, au bien-être, au développement économique et à la science : mais, d'ores et déjà, nous nous préoccupons de la question. »

M. Edmond Michelet, ministre des Affaires Culturelles de France (qui allait disparaître peu après la fin de la Conférence de Venise), a déclaré qu'il a fallu longtemps pour que se précise l'idée que la culture, quelle que soit la manière dont elle peut être définie, n'appartient en propre à personne : mais, à partir du moment où elle est reconnue comme essentielle

à la dignité de l'homme, toutes les barrières doivent tomber. « Toutefois, ajoutait-il, les promotions individuelles, les réalisations mêmes de groupes d'hommes généreux, ne sont que des réponses partielles, et gravement insuffisantes, quand les problèmes concernent des millions d'êtres.

Ainsi la Conférence, tout en reconnaissant l'importance des politiques culturelles au niveau gouvernemental, ne témoignait pas de la même unanimité à propos de l'extension de l'intervention de l'Etat, des institutions et des techniques déterminant la politique culturelle. On peut lire dans le rapport final que : « Le degré d'intervention directe des gouvernements dépend du système socio-économique, de l'idéologie et du niveau de développement économique et technologique du pays considéré ; il est par conséquent impossible de recommander une structure type valable pour tous les pays. »



L'ŒUF DE LA COMMUNICATION. De ces coquilles de plastique insonorisées, les visiteurs de l'Exposition d'Osaka communiquent par téléphone sans fil, en appelant sur un cadran presse-bouton la localité de leur choix. A matières et techniques nouvelles, formes nouvelles, décor nouveau, lesquels façonnent à leur tour de nouvelles données esthétiques intégrées à la vie et la culture d'aujourd'hui.



2. « Se nourrir uniquement d'une culture d'emprunt c'est vivre la vie des autres »



Photos © Almay, Paris

PAREILS à des alchimistes en quête de la pierre philosophale, nombre de participants à la Conférence de Venise ont hardiment et subtilement tenté de cerner une définition de la culture.

D'autres éludaient prudemment la question, et Lord Eccles, ministre chargé des Arts au Royaume-Uni, l'admettait sans grand embarras : « Dans mon pays, disait-il, nous n'avons pas une idée très claire de ce qu'est la culture : en fait, les Anglais — je n'ose rien dire pour les Ecossais et les Gallois — renâclent un peu à admettre qu'ils possèdent quelque chose comme une culture nationale. »

La Conférence devait donc renoncer à s'engager dans la longue recherche d'une définition susceptible de concilier tous les points de vue, pour s'atteler résolument à sa tâche, c'est-à-dire discuter des problèmes qu'entraîne la création de politiques culturelles. Fait surprenant, de ces débats, allait se dégager une image claire de ce que signifiait la culture pour les participants à la Conférence, nonobstant les difficultés de la définir. Il y avait là un élément remarquable, surtout dans les exposés des représentants de pays en voie de développement. Tour à tour, ceux-ci voyaient dans la culture une force unificatrice qui influait sur la formation de l'esprit démocratique et permettait l'expression d'une personnalité nationale spécifique.

M. J.-L. Mulenga, délégué de la Zambie, devait résumer ce problème de la recherche de l'identité nationale en citant un message adressé par le Président Kaunda au Festival des Arts nationaux en 1969 : « Nous ne pourrions jamais espérer construire une nation si nous ne sommes pas liés par une culture commune. Les citoyens d'un même pays ne peuvent penser tous de la même manière et, jusqu'au sein d'une famille, s'expriment des opinions différentes âprement défendues ; néanmoins, il y a toujours une sorte de lien commun parce que les individus ont en partage la même culture. »

M. Pahlbod, ministre de la Culture et des Arts de l'Iran, put affirmer que la culture « est le seul élément capable

de donner à l'homme ce sens de l'identité personnelle sans lequel tout groupe tend à l'aliénation et à la décomposition : ainsi donc, la culture, longtemps considérée comme un luxe, est tenue aujourd'hui pour un des éléments moteurs du développement social et économique ».

Bien que pour les Etats qui viennent d'en finir avec une longue sujétion au statut colonial il soit d'abord nécessaire de satisfaire aux besoins matériels essentiels des peuples, il faut s'attacher à d'autres exigences. Ainsi que le déclarait M. C. Chérif, délégué de la Guinée : « Il n'y a rien de rétrograde à ressusciter une culture nationale ; c'est permettre au pays de retrouver son âme et son équilibre moral, et le préparer à absorber le progrès sans se laisser absorber par lui. »

Le dilemme qu'affrontent nombre d'Etats qui viennent d'accéder à l'indépendance a été finement évoqué par M. Hector Wynter, ministre d'Etat de Jamaïque. En raison des structures colonialistes de l'éducation, « il est naturel d'admettre pour les gens cultivés et l'élite que culture ne signifie que culture européenne, trésors de musique, de peinture et d'art européens. Mais quand de plus en plus de gens en viennent là, cela entraîne, si j'ose dire, une colonisation culturelle.

« Et c'est bien pourquoi nous avons dû politiquement partir à l'attaque pour découvrir et reconnaître notre héritage culturel, et politiquement partir à l'attaque pour conserver, créer, révéler nos valeurs particulières, faute desquelles nous nous serions égarés. Il est juste que nous assurions l'accès à la culture européenne dont nul ne méconnaît la grandeur et qui est aussi une part de notre héritage, mais il est tout aussi nécessaire de rechercher les grands courants culturels de l'héritage africain et asiatique qui appartiennent à notre patrimoine. »

Le problème ne se présente pas de la même manière dans tous les pays en voie de développement. Un legs du passé trop riche peut constituer, si les ressources sont limitées, un fardeau pesant et avoir des conséquences fâcheuses sur le nouveau développement culturel.

M. Habib Boularès, ministre de la Culture et de l'Information de la Tunisie, a tracé un vivant tableau de son propre pays confronté au problème de préservation et protection d'un héritage lourd de richesses qu'il faut assumer tout en suivant les lignes de force de la vie moderne. Pas de tâche plus délicate pour un gouvernement tenu de définir ses options, de fournir les ressources, d'encourager et de promouvoir.

« Il est nécessaire, disait M. Boularès, que les pouvoirs publics connaissent le but qu'ils veulent atteindre. Dans un pays comme la Tunisie, l'expression même de culture nationale ne recouvre pas des données homogènes ou complémentaires, car elle revêt des aspects divers : berbère, punique, romaine, orientale, arabe, berbéro-arabe, musulmane, turco-ottomane. Dans un pays qui a vu se succéder sept langues et sept cultures différentes, où une vingtaine de régimes politiques s'étaient évertués à rejeter les autochtones dans la zone d'ombre des citoyens déclassés et à effacer jusqu'au souvenir de ce qui précédait, « culture nationale » apparaissait comme un manteau trop commode recouvrant une réalité composite. Que d'efforts donc à déployer de la part des pouvoirs publics pour mettre à jour tous les éléments de cet héritage et les introduire dans l'enseignement, ainsi que dans toutes les autres activités culturelles afin de les mettre à la portée de tous. »

M. Boularès a fait allusion au projet Tunis-Carthage entrepris en collaboration avec l'Unesco (voir le numéro de décembre du « Courrier de l'Unesco »), projet qui vise des objectifs à la fois culturels et économiques ; selon lui, c'est là le type même d'entreprise qui, au cours de la prochaine Décennie du développement, peut permettre d'aborder des solutions nouvelles.

Au cours d'une conférence de presse qui a eu lieu au lendemain de la Conférence, M. Amadou Seydou (Niger), directeur du Département des Activités Culturelles à l'Unesco et qui a assuré le secrétariat de la Conférence de Venise, a bien montré à quel point il avait suivi de près les débats ; il a fait une analyse remarquablement concise des nombreux exposés faits dans l'optique des pays en voie de développement.

Dans les pays en voie de développement, a dit M. Seydou, le problème le plus grave et le plus pressant tient à ce que bon nombre d'entre eux, surtout en Afrique, ne possèdent guère que des cultures et des traditions orales. Il est urgent aujourd'hui de préserver et conserver ces cultures. Ainsi, au Niger, un centre créé avec l'aide de l'Unesco, effectuera des enregistrements de chants traditionnels, mythes, fables, rites religieux, etc., avant que les dépositaires les plus âgés de ces traditions viennent à disparaître. Une aide pratique (matériel d'enregistrement, équipement cinématographique, personnel technique char-

gé d'utiliser ce matériel), instamment réclamée depuis longtemps, est toujours réclamée. « Dans les pays techniquement développés, a dit M. Seydou, ce qui fait crise c'est la recherche de la signification et des buts de la culture ; chez eux, le problème, c'est l'emploi valable de la grande information. Or, pour les pays en voie de développement, le problème, c'est de disposer des moyens d'information. »

Il va de soi que les pays en voie de développement souhaitent protéger leurs cultures nationales menacées d'être submergées par les idées et les traditions occidentales. « Les cultures sont ethnocentriques, a ajouté M. Seydou, mais elles ne doivent pas devenir complètement isolées. Les pays en voie de développement doivent éviter l'erreur de laisser la protection de la culture tomber dans le protectionnisme culturel. »

Pour les pays en voie de développement, la politique culturelle doit être le fil d'Ariane qui permet aux peuples de trouver leur chemin dans le labyrinthe de l'histoire, en vertu de leur conscience et de leur personnalités nationales. Citons encore quelques paroles de M. Boularès : « Se nourrir uniquement d'une culture d'emprunt, c'est vivre la vie des autres. S'attacher à une culture empruntée au passé, c'est se couper de la vie. Une synthèse s'impose donc. Encore faut-il qu'elle se fasse dans un climat de liberté et qu'elle s'opère finalement au niveau individuel. »

Pour rappeler un propos de l'écrivain anglais Thomas Carlyle, « laissez chacun devenir ce qu'il peut devenir tel qu'il a été créé ; telle est la grande loi de la culture ». C'est là, à l'évidence, ce que les délégués de la Conférence de Venise souhaitent et pour les peuples et pour les individus.

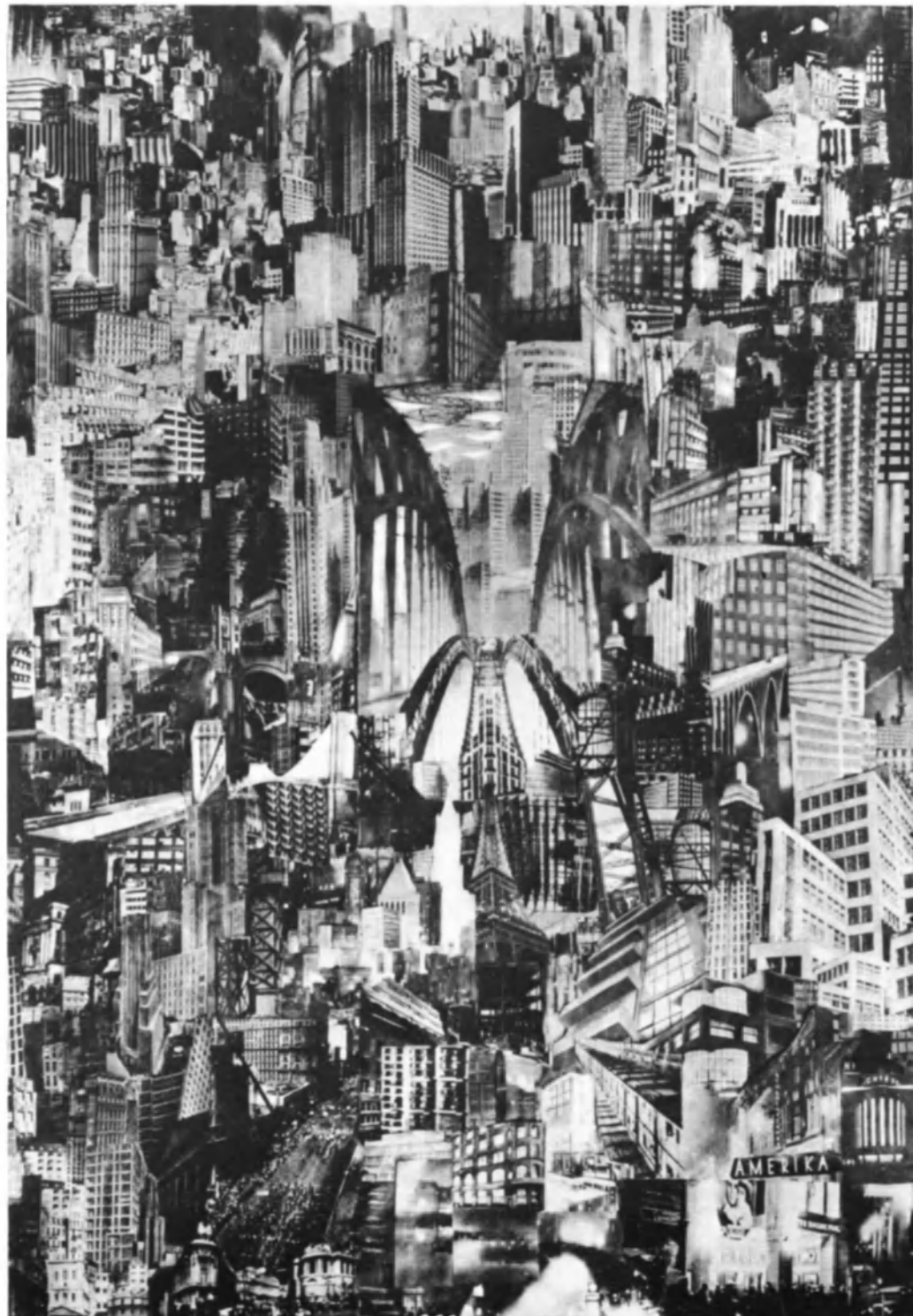


Photo © Luc Joubert

3. Communications de masse et culture de masse

Sil la Conférence de Venise fit l'unanimité sur le droit de l'homme à la culture et sur l'impératif — pour certains gouvernements au moins — d'assurer l'exercice de ce droit, elle fut loin de témoigner du même accord quant à la manière d'employer ces forces puissantes et nouvelles que représente la culture de masse.

Ce débat n'alla pas sans quelque amertume : quel était donc le danger qui semblait menacer non seulement la Conférence, mais tout un monde revendiquant la culture ?

Les participants ne redoutaient sans doute pas les effets de la culture de masse en elle-même. Ils eussent hué Epicure qui, voilà nombre de siècles, écrivait à Pythoclès : « Mets la voile, mon gars, et garde-toi de la culture. »

Plusieurs délégués voyaient un danger majeur à l'intervention excessive

des pouvoirs publics, alors que, pour d'autres, les communications de masse étaient la source de tous les maux. En d'autres termes, les risques tenaient aux moyens et méthodes employés pour rendre l'héritage culturel mondial accessible à trois milliards et demi d'héritiers. Car il ne s'agit pas de tomber de Charybde en Scylla ; il faut éviter et la vulgarité et la propagande.

Pour Mme Ekaterina Fourtseva, ministre de la Culture d'U.R.S.S., la lutte s'est déjà conclue par une victoire. Selon elle, l'intervention gouvernementale n'est pas menace mais bien condition nécessaire d'une politique culturelle efficace. Et Mme Fourtseva de lever un doigt accusateur contre la commercialisation dont les effets sont pernicieux pour les masses.

« J'estime, a-t-elle dit, que le temps

est venu d'invoquer les droits sociaux et les obligations sociales définis par l'Unesco et son Conseil Exécutif pour condamner la diffusion, par les moyens d'information modernes, de ce qu'on appelle l'art commercial, qui bafoue les principes de l'humanisme, prône le culte de la guerre, de la violence, le racisme, le crime, la pornographie, et humilie la dignité humaine. On ne peut tolérer que les héros factices de ce succédané de culture remplacent pour la jeunesse d'aujourd'hui les valeurs immortelles personnifiées par Raphaël, Shakespeare, Beethoven, Tolstoï. »

Cette crainte de la commercialisation transparait souvent dans l'exposé de M. H. A. Yousif, chef de la délégation du Soudan, bien que, pour son pays, les problèmes soient fort différents de ceux qui se posent à l'Union Soviétique.

SUITE PAGE 16

POUR OU CONTRE METROPOLIS ?

Cauchemar actuel, le conglomérat urbain prenait voilà un demi-siècle la forme d'une vision lyrique. Dans les années Vingt, qui sont aussi celles du surréalisme, le groupe allemand du Bauhaus, dirigé par l'architecte Walter Gropius à Weimar, puis à Berlin, exalte volontiers les villes tentaculaires de l'avenir : un de ses collaborateurs, le Hollandais Paul Citroën, compose, dès 1923, un photo-montage (à gauche), dont l'inspiration est proche de celle du film « Métropolis » que Fritz Lang tournera en 1926. Aujourd'hui où Métropolis tend à se muer en Mégapolis, on cherche à aérer et diversifier : à droite, la maquette d'une « ville en spirale », à étages et surélévation d'Alexei Gotnof, présentée dans un pavillon consacré aux images de la vie future, à l'Exposition d'Osaka.

Photo © Almay

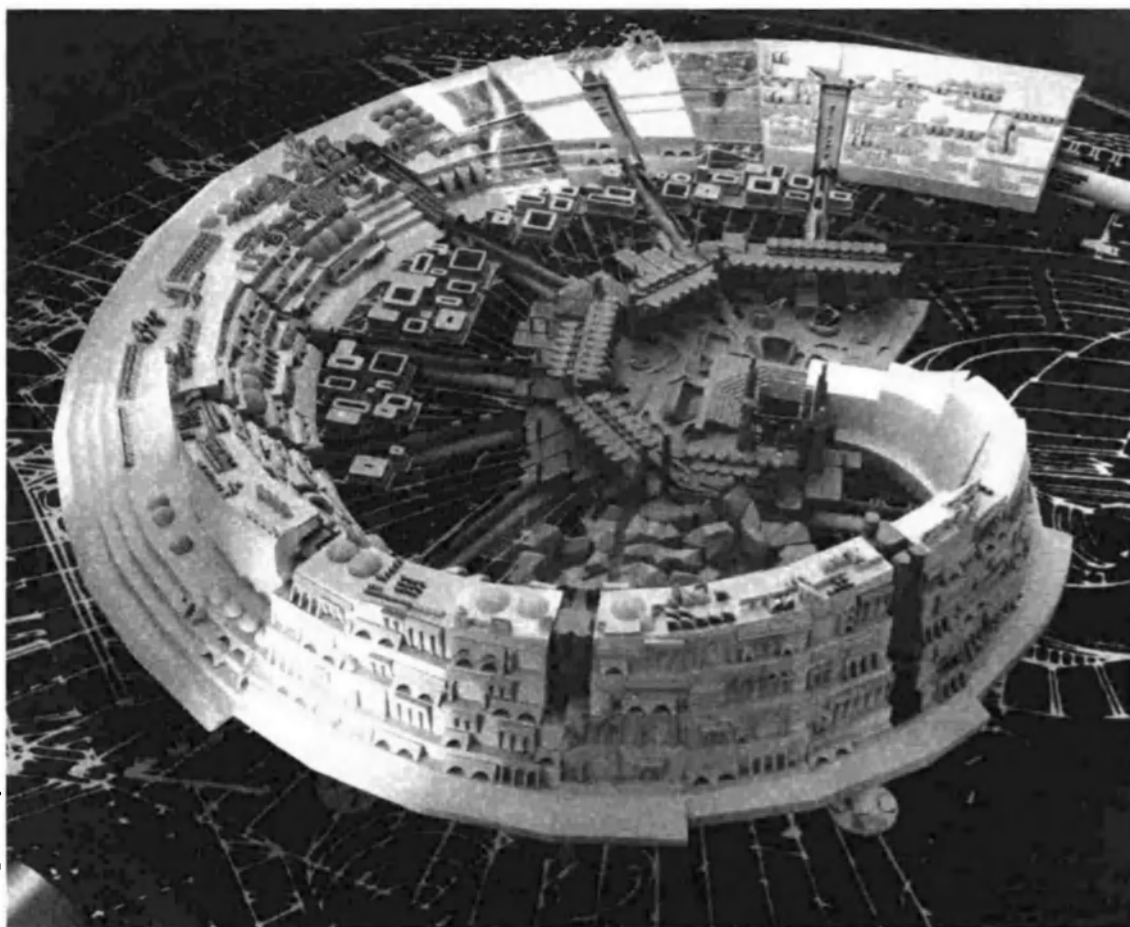


Photo Björn Rodhe © Galon AB Göteborg publiée dans « Filosofi för Gymnasiet », par P. Ericson, H. Hof, A. Jeffner (éd. Almqvist et Wiksell, Stockholm)



... ÇA TROMPE ENORMEMENT

Cette photo d'une bizarre scène de Colin Maillard illustre, dans un manuel de philosophie pour lycéens suédois, une fable de l'Inde fort connue dans toute l'Asie, sur le thème du tout confondu avec la partie :

Dans un local, sans fenêtre, sans lumière, il y avait un éléphant.

Les gens accourus pour le contempler, ne voyant rien à cause de l'obscurité, se mirent à le palper, chacun touchant quelque partie du corps de l'animal.

Puis, fort de son exploration, chacun donna son avis sur l'animal :

- Cela ressemble à un gros tuyau, dit celui qui avait palpé la trompe.
- Pas du tout, prétendit un autre qui avait palpé une jambe, c'est un arbre.
- Il s'agit d'un énorme éventail, dit celui qui avait touché l'oreille.
- C'est une masse qui n'a ni commencement ni fin, prétendit celui qui avait passé ses mains sur l'énorme flanc de l'animal.

A quels monstres pouvaient donner naissance pareils témoignages mis bout à bout, on l'imagine aisément. Alors qu'il aurait suffi d'une petite lumière pour dissiper les malentendus et révéler tout simplement l'éléphant.

« Dans une société de plus en plus éloignée de la vie rurale et toujours plus orientée vers la vie urbaine, déclarait-il, une société évoluant du sacré au profane, d'une économie agricole vers l'économie industrielle, de nombreux problèmes d'ordre culturel surgissent : et la désintégration de la famille, l'irresponsabilité sociale et morale, un humour de mauvais goût, la licence sexuelle, une certaine connivence avec ce que la civilisation occidentale a de superficiel, tout cela tend à créer un vide culturel. Le danger, c'est de délaisser les vieux chemins sans en découvrir de nouveaux. »

CETTE notion de « vide culturel », le risque de le combler par une sous-culture, une pseudo-culture issue d'un mariage d'intérêt entre technologie et commercialisme, semblaient une inquiétude commune à beaucoup de participants de la conférence.

M. J. C. Martinez, chef de la délégation mexicaine, s'en est fait l'interprète : « La culture, a-t-il dit, a assumé récemment un rôle tout à fait nouveau : elle devient une sorte d'amortisseur dans notre monde technologique, et surtout dans les villes... Pour celles-ci, l'industrie et la technologie produisent déjà des fumées mortelles. Un déséquilibre total en matière d'éducation est en train de fabriquer des étudiants qui préparent des carrières techniques, et qui ignorent jusqu'aux rudiments de leur propre langue, ne s'y intéressent point et n'ont pas la moindre connaissance de ce qui n'est pas l'objet de leur étude. A ce point de vue, la technologie est responsable d'un brouillard mental qui peut être mortel pour une civilisation, quelle qu'elle soit. »

M. Martinez ne perdait cependant pas de vue que la technologie, ou plutôt l'usage que les hommes font de cette arme puissante, ne constitue pas la seule menace. Dans leurs interventions en matière d'affaires culturelles, les gouvernements doivent agir avec prudence.

« Il est parfois difficile pour l'Etat, ajoutait-il, d'entretenir la liberté de pensée et de création et d'assurer, en même temps, la participation des écrivains et des artistes à la vie économique et sociale. N'empêche que critique et contestation sont des ferments nécessaires à la santé des peuples, indispensables à l'évolution sociale et au progrès même. On doit se garder d'oublier que nombre de nos compatriotes illustres et de grandes figures de notre culture furent en leur temps des dissidents et des révolutionnaires. »

La liberté de l'artiste, ferment de progrès

L'influence de la révolution scientifique de l'après-guerre et ses effets sur le développement culturel sont restés constamment présents à l'esprit des participants à la Conférence. Les répercussions du progrès des télécommunications sont manifestes puisqu'une seule émission télévisée de la *Flûte enchantée* de Mozart atteint un public plus vaste que tous les publics d'opéra additionnés depuis la création de l'œuvre. La contrepartie est regrettable, car, avec une radio à transistors et un poste de télévision dans chaque foyer, l'exigence de programmes de qualité est énorme ; or, faute de mieux, on bouche les trous par une marmelade sonore qui ne peut qu'abêtir.

Ainsi que l'a montré Lord Eccles, nous assistons tous aujourd'hui, et bien plus que nos aïeux, à la dissémination des arts. « Pas mal de professionnels et de spécialistes, a dit Lord Eccles, ont maintenant le privilège de faire, de temps à autre, un bel effort pour mettre l'art à la portée des masses qui en étaient auparavant privées. On a l'art à domicile, on peut écouter la radio jusque dans sa voiture, et même pendant le travail une musique soporifique est servie par haut-parleurs. »

Fort conscient des dangers qui jalonnent la voie vers un établissement de politiques culturelles efficaces, Lord Eccles était cependant loin d'être pessimiste pour l'avenir : il donnait l'impression d'un homme convaincu qu'affrontés sans détours les dangers seraient conjurés.

Il a souhaité que les cultures nationales soient conçues de manière à apporter à la population dans son ensemble divertissement et instruction à la fois ; que les gouvernements soient invités à octroyer l'aide la plus large aux artistes, aussi bien par des subventions gouvernementales qu'en encourageant le mécénat privé ; qu'une étude nourrie soit entreprise au sujet des rapports entre arts vivants et communications de masse, et que, entre eux, la coopération soit renforcée, étant donné que « les mass media constituent à présent le plus puissant des moyens existants pour enrichir ou avilir, les cultures de demain. »

Pendant tout le cours de la Conférence, les participants ont manifestement voulu éviter les discussions idéologiques inutiles, et en même temps entendre et comprendre des opinions qui n'étaient pas les leurs. A la fin des débats, loin de se partager en factions hostiles, ils se sont trouvés

parfaitement d'accord pour préconiser toute une série de mesures.

Peut-on trouver là la preuve que l'homme de culture est aussi homme d'action et que la Conférence de Venise marque le début d'un âge nouveau de collaboration raisonnable et constructive ? Les participants l'ont nettement senti, et les plus cyniques des observateurs eux-mêmes ne pouvaient s'empêcher de partager quelque peu leur contagieux optimisme.

LORS des dernières séances de la Conférence, une masse de projets de résolutions — pas moins de 80 — atteste la volonté de passer des paroles aux actes. De plus, l'accord unanime des participants s'est traduit dans la refonte en 24 résolutions, adoptées, de ces 80 projets de résolution.

Chose frappante, la moitié au moins de ces résolutions s'adresse aux Etats Membres de l'Unesco eux-mêmes. La Conférence a tenu manifestement à souligner que la culture n'est point un spectacle sportif qu'il faut abandonner aux mains des organisations professionnelles ou internationales, le reste du monde se contentant de siffler ou d'applaudir, mais que tout homme crée la culture à laquelle il participe.

Cela ne veut pas dire que la Conférence ait sous-estimé le rôle que peut jouer le Secrétariat de l'Unesco : mais l'accent a été surtout mis sur la nécessité d'une coopération internationale coordonnée par l'Unesco.

Il nous est impossible de donner ici la liste complète des résolutions, mais il sied d'en mentionner quelques-unes des plus importantes, susceptibles d'être mises en œuvre au cours des prochaines années.

Les participants ont demandé la création d'un centre d'information en matière de politiques culturelles, centre qui travaillerait en liaison avec les gouvernements et, de plus, avec les fondations qui s'intéressent aux arts ; la préparation de statistiques culturelles types ; la recherche du contenu culturel de l'éducation scolaire ou permanente ; la promotion de la recherche sur les effets culturels des méthodes audio-visuelles ; la coopération avec les autres institutions des Nations Unies en vue de préparer des accords internationaux pour que, dans l'emploi des satellites de télécommunication, l'égalité des cultures soit respectée, ainsi que la non-intervention

dans les affaires intérieures des Etats.

Conscients que les activités culturelles exigent des conseillers, des animateurs et d'autres spécialistes de l'organisation et de l'administration, les participants ont invité l'Unesco à se préoccuper de leur formation.

Reconnaissant que le développement culturel est généralement un élément important du développement des pays, la Conférence a recommandé que l'Unesco entreprenne l'étude de la relation entre développement culturel et développement général et examine la création d'un fonds international pour le développement culturel.

Finalement, encouragés peut-être par le succès de leur réunion, les participants ont souhaité que de nouvelles réunions et conférences intergouvernementales aient lieu, en 1972 en Europe, en 1973 en Asie, en 1975 en Afrique, et qu'un symposium international réunissant artistes et spécialistes de la culture soit organisé, dont le thème général serait la contribution de la culture à l'humanisme et à la paix.

A la base de toutes ces résolutions existe un postulat précis et indiscuté : la culture serait l'une des questions importantes de la décennie 70 et, dans une certaine mesure, elle relèverait de la compétence des Etats.

En présentant à la Conférence Générale de l'Unesco son rapport sur la Conférence de Venise, le Directeur Général a souligné l'importance des vœux émis par les participants. Il a proposé un certain nombre de réaménagements possibles du projet de budget pour 1971-1972, devant permettre la mise en œuvre immédiate de quelques-unes au moins des résolutions votées à Venise.

Au monde, la Conférence de Venise a tenu à rappeler quelques-uns des besoins fondamentaux de la vie des hommes : pendant des années, ceux-ci ont cru qu'il suffisait de vivre de pain, mais ils ont découvert que c'était là un régime absolument insuffisant.

Sans doute serait-il injuste de représenter la Science et l'Education comme les vilaines sœurs du conte de fées, mais la Culture, assurément, a trop longtemps tenu le rôle de Cendrillon. Pareils à de bonnes fées, les participants à la Conférence ont brandi leur baguette magique. Le conte aura-t-il une fin heureuse ? Pour le savoir, attendons que le Prince Charmant, c'est-à-dire l'opinion publique du monde entier, ait le courage de reconnaître sa bien-aimée. ■



Photo Bruno Suter. Tirée de « Osaka », par B. Suter et P. Knapp © Editions Hermann, Paris

A LA RECHERCHE DU TEMPS PERDU



Photo Sven Gillsäter © G. Bern, Paris

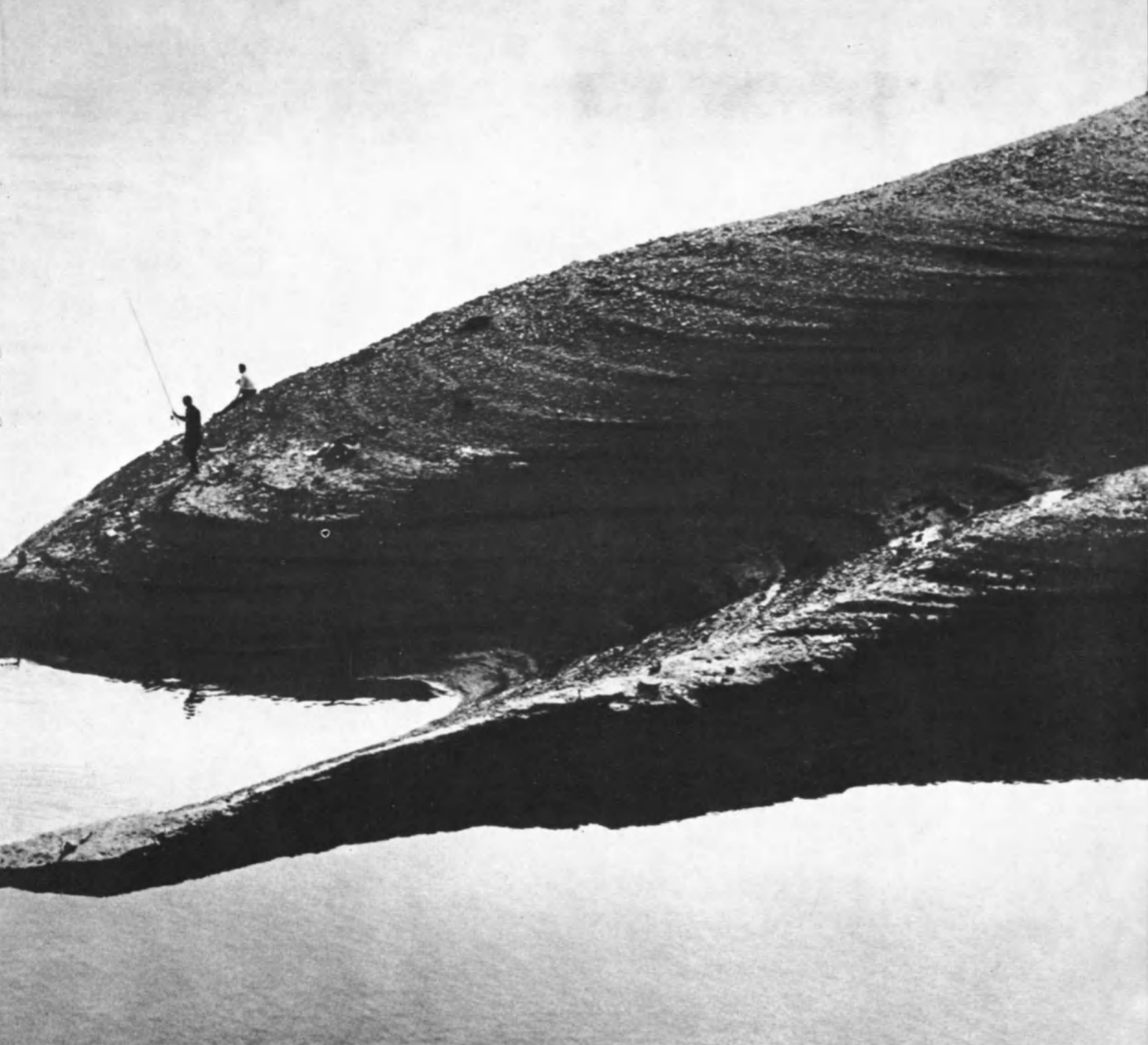


Photo Heinz Jagusch © A.F. Bucarest, Roumanie

Dans cette double page, nous présentons quatre images du sport et des loisirs, facteurs culturels par excellence. Ci-dessus, à droite, une photo (Roumanie) qui fait rêver : pêche à la ligne, mais cherchez le poisson. A gauche, saut à la perche (Grande-Bretagne) : l'athlète est reflété dans un miroir. Ci-contre à gauche, traditionnelle course de buffles en Indonésie. A droite, de jeunes campeurs sur une route américaine retrouvent la technique de transport de la protohistoire.



Photo J.-P. Laffont © Gamma, Paris

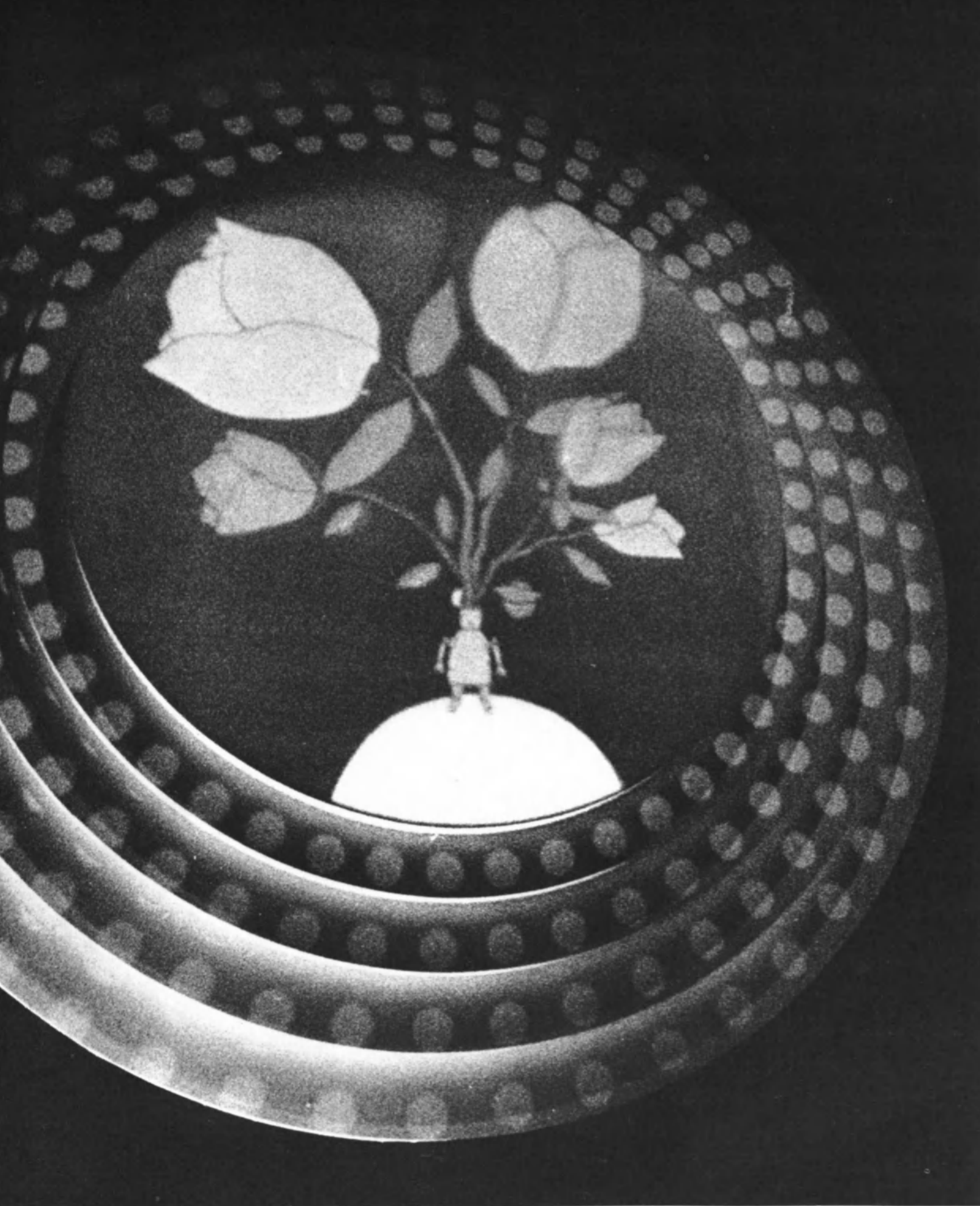


Photo Bruno Suter. Tirée de « Osaka »,
de B. Suter et P. Knapp
© Editions Hermann, Paris

20

LE MIRACLE DE LA CRÉATION

« Les créations de l'art deviennent avec le temps des réalités pour la foule »,
écrivait un historien français du 19^e siècle, J.-J. Ampère.
Ici, image d'un dessin animé de J.-F. Folon, artiste belge, qui a voulu exprimer
sans détour la floraison créatrice, à la manière des « naïfs » : des roses épanouies
surgissent d'un cerveau,

LA CULTURE SUR LA SELLETTE

Nous reproduisons ici des fragments de quelques-unes des interventions faites à la Conférence sur les politiques culturelles organisée l'été dernier à Venise sous les auspices de l'Unesco.

Maroc

Le premier homme qui s'avisait d'utiliser une courge pour puiser de l'eau poursuivait un but utilitaire; de même, quand il entreprit d'imiter cette courge en façonnant de ses mains la terre glaise pour en faire un bol. Mais quand il se mit à décorer ce bol, il ne répondait plus à un simple besoin utilitaire : il obéissait plutôt à une aspiration profonde vers le sens du beau, critère spécifique de la culture.

Mohammed El Fasi

Ministre d'Etat chargé des Affaires culturelles

Hongrie

Une juste politique culturelle n'est pas une limitation mais l'ouverture de plus grandes possibilités, la formation d'un plus large public, donc une liberté plus complète et totale pour les créateurs. C'est cela dont notre grand poète Sandor Petöfi a rêvé en souhaitant que « le rayon de soleil de l'esprit brille sur les vitres de toutes les maisons ».

Pal Ilku

Ministre de la Culture

France

Il faut reconnaître qu'il est très difficile d'admettre que sa propre culture ne soit pas la plus parfaite, ou de comprendre qu'une façon de sentir et de penser très différente de la sienne peut cependant répondre au désir d'épanouissement d'un autre être.

La politique culturelle de la France s'oriente dans deux directions : l'une conduit à souhaiter l'approfondissement de ce qu'il y a d'authentiquement humain dans la civilisation de chaque peuple, l'autre invite à aider les peuples qui en exprimeraient le désir dans la réalisation d'un inventaire de leurs richesses, une diffusion à l'intérieur de leurs frontières et une expression susceptible d'être communiquée aux autres peuples.

Edmond Michelet

Ministre d'Etat chargé des Affaires culturelles

Somalie

La culture est un mode de vie, tel qu'il a été adopté par une société ou un groupe de sociétés. Elle est faite de l'ensemble des valeurs traditionnelles et de la manière de penser dans une société donnée.

Dr Mohamed Seck Hassan

Directeur général au ministère de l'Education

Australie

Il ne faut pas considérer la culture dans son sens étroit. Elle concerne en effet beaucoup de ce qui donne de la qualité à la vie ; elle joue en quelque sorte un rôle appréciable dans tous les chapitres de la vie.

Ainsi, en Australie, le milieu naturel d'un vieux continent, une faune et une flore abondantes et étranges, un ciel toujours ensoleillé, ont fait que les activités traditionnelles de plein air et la pratique des sports sont devenues parties intégrantes de notre art de vivre et de notre culture nationale. C'est un point de vue qui trouve, bien sûr, sa référence classique dans l'exemple de la Grèce antique...

Gardons-nous d'imposer au contenu de la culture des limites ethniques trop étroites. Ainsi, en abordant sur nos rivages, les émigrants nous ont apporté les éléments d'une meilleure appréciation de la complexité culturelle de l'Europe ; d'autre part, grâce à la multiplication des échanges, la richesse et la vitalité des diverses cultures de l'Asie peuvent stimuler l'esprit et l'imagination de nos artistes.

Et le plus important peut-être, c'est que nous sommes devenus plus aptes à comprendre et à apprécier l'art incomparable et la culture des Australiens aborigènes.

Nigel Bowen

Ministre de l'Education et de la Science

Irak

La culture, ce sont les accomplissements intellectuels de tout un peuple, l'ensemble de ses valeurs, de ses aspirations et de son art de vivre.

Dr Saad Abdulbaki

Ministre de l'Education

Bulgarie

Jamais le superficiel ne connaît la pérennité, ni une véritable résonance sociale. Dans mon pays, la notion de démocratisation de la culture n'implique nulle privation, nul appauvrissement ou nulle simplification du contenu des œuvres d'art ou des manifestations de la culture.

Pavel Matev

Président du Comité de la culture et des arts

Fédération syndicale mondiale

Il faut préciser ce que les travailleurs, en général, entendent par culture. Il ne s'agit pas seulement des arts et des lettres, dont ils apprécient toute la valeur pour eux-mêmes sans pouvoir toujours y accéder ; il ne s'agit pas non plus d'une culture qui, si elle n'était qu'ornement et évasion, serait peu de chose. Il s'agit d'une culture globale comprenant les sciences, les techniques, les arts, le sport, l'indispensable culture sociale, économique, syndicale, politique ; il s'agit d'un tout indissoluble dont chaque partie réagit sur les autres.

... Un jour d'automne, Jean Jaurès, se promenant en forêt, rencontre une femme qui porte un lourd fardeau. Il lui parle de la beauté du paysage. La femme répond : « Aidez-moi à retirer cette charge de bois que j'ai sur le dos et je pourrai alors lever la tête pour voir si la forêt est belle ! »

Maurice Gastaud

SUITE PAGE 22

Mexique

Ce que nous voulons, c'est que tout homme pourvu de l'essentiel, protégé et libre, éduqué et sain, puisse se sentir totalement homme, c'est-à-dire qu'il puisse jouir de toutes ses facultés d'imagination, de jugement, de réflexion, de rêve.

José Luis Martinez
*Ambassadeur, Directeur général
de l'Institut national des Beaux-Arts*

Saint-Siège

Dans le domaine culturel, l'Etat est « payé » de façon moins tangible de ses peines qu'en d'autres domaines plus matériels : parfois il est même payé d'ingratitude. Cependant, son action à la fois plus large, plus souple et plus désintéressée ne doit pas se lasser de tendre au développement culturel, partie intégrante et dimension du développement total.

Mgr André-Jacques Fougerat
Consulteur de la Secrétairerie d'Etat

Guyane

Dans les pays petits et faibles, un des objectifs de la politique culturelle doit consister à rendre la société plus apte à résister aux chocs du 20^e siècle sans, pour autant, que cela favorise une paralysante timidité locale.

M.W. Carter
Ministre de l'Information et de la Culture

Iran

Certains se demandent pourquoi le secteur scientifique, ce secteur de la culture grâce auquel l'homme a transformé le monde au lieu de l'interpréter, est tellement négligé par la Culture avec un grand « C ». Il ne s'agit pas d'opposer les deux cultures ou de les séparer. Il s'agit plutôt de les intégrer. Toute politique culturelle doit s'en préoccuper.

Et une tâche essentielle des politiques culturelles, c'est de combler l'immense fossé qui sépare les pays avancés des pays en voie de développement dans le domaine de la nouvelle culture scientifique. A ce sujet, l'Unesco a un très grand rôle à jouer dans l'établissement d'une coopération internationale efficace.

Mehrdad Pahlbod
Ministre de la Culture et des Arts

Danemark

La culture de masse est, de nature, fondamentalement différente de la culture d'élite et ne saurait donc être considérée comme lui étant inférieure. Il suffit de voir, face à l'éclosion de la formidable énergie et du génie profond des masses populaires, dans quelle impasse l'extravagance et la subjectivité individualiste poussée à son paroxysme ont conduit certains intellectuels et artistes à la recherche d'un nouveau langage ; ils semblent l'avoir trouvé, mais ce langage n'est autre que celui de l'incommunicabilité ou, dans le meilleur des cas, c'est un codage tel qu'il rappelle étrangement le style des sectes les plus secrètes. Or, la culture ne saurait être affaire de sorcellerie...

C. Helveg Petersen
Ministre des Affaires culturelles

Guinée

Il n'y a probablement pas d'exemple d'une société, sur notre planète, qui ne soit amenée à négliger ses intérêts humanitaires et culturels essentiels du fait de ses dépenses pour les armements...

Alors que le progrès technologique peut être représenté par une courbe montant à la verticale, notre façon de penser se maintient à un palier horizontal ; la révolution technologique n'a pas été accompagnée d'une révolution dans notre façon de penser.

Cheick Cherif
Consul général à Berlin

Togo

Le premier des paradoxes de la situation actuelle en matière de culture est que celle-ci n'a jamais été aussi riche et, en même temps, aussi contestée. La culture n'a jamais été aussi universelle et, pourtant, elle n'a jamais été aussi tiraillée dans ses parties les plus essentielles. La culture n'a jamais été aussi diffusée et, pourtant, elle n'a jamais été aussi vidée de son contenu essentiel, à savoir l'homme. La culture n'a jamais disposé d'autant de moyens matériels et techniques pour sa conservation et, pourtant, elle n'a jamais été aussi menacée de disparition.

Lorsque je me suis trouvé au Musée d'Hiroshima, devant ces images d'apocalypse, je n'ai pas pu m'empêcher de me dire : le monde entier pourrait être ainsi demain, et il n'y aurait même plus de témoin pour en perpétuer le souvenir.

N'Sougan Ferdinand Agblemagnon
Ambassadeur, délégué permanent auprès de l'Unesco

Suède

Pour les jeunes générations, l'isolement culturel, comme les autres formes d'isolement national, paraît non seulement irréaliste mais absurde. Le fait que des artistes soient forcés ou conduits à créer clandestinement une civilisation ne peut être que le symptôme d'une grave maladie des structures politiques. L'art n'est pas seulement un produit de la société : c'est aussi un facteur d'évolution sociale.

L'artiste doit être libre de ses moyens d'expression. Tôt ou tard, la réalité prend sa revanche, et souvent de la manière la plus rigoureuse, sur ceux qui ont refusé à l'artiste le droit de suivre librement la pente de son inspiration.

Sven Moberg
Ministre de l'Education

République fédérale d'Allemagne

Il incombe à l'Etat, c'est-à-dire à la communauté, de préserver les valeurs humaines et la dignité de l'homme. L'art, à dit Albert Camus, ne peut vivre que selon ses propres lois ; toute contrainte extérieure lui est mortelle. L'administration et la culture peuvent être associées à la seule condition que la liberté de la création intellectuelle reste assurée. En outre, une culture qui se barricade derrière les frontières nationales est condamnée à dépérir.

Dr Bernhard Vogel
*Président de la Conférence permanente des ministres
de l'Education et des Affaires culturelles des Länder fédéraux*

Espagne

Planifier signifie établir un ordre de priorités, une échelle de valeurs. Mais même en admettant qu'il y ait des modèles immuables, une règle d'or pour l'art (ce qui est de plus en plus mis en question), il reste le grand problème du renouvellement des courants, des styles, des modes de vie ; et cela explique l'immobilisme professé par les administrations. D'autant plus qu'intervient ici cet élément indéfinissable qui dépend du goût et de la mode, un élément qu'une politique culturelle ne peut effleurer sans provoquer de toutes parts des malentendus, des refus, des réticences.

Cela est d'autant plus grave que l'Etat moderne, même s'il ne peut endoctriner les artistes, peut très bien, et sans le vouloir expressément, orienter, influencer, conditionner le goût du grand public, ce que les intérêts privés et commerciaux font délibérément de leur côté, et sans scrupule.

C'est la condition même de la culture, semble-t-il, que d'être condamnée à dévorer ou à être dévorée ; dans ce sens, tous les pays sont envahisseurs ou envahis. Mais la réalité est plus complexe encore : toute culture tend à se dévorer elle-même. Il y a une sorte de cannibalisme culturel dans le fait que tout nouveau dans le style, le genre, le goût suppose la destruction de ce qui existait.

Emilio Garrigues
Ambassadeur, délégué permanent auprès de l'Unesco



Italie

Culture est liberté. C'est dans cette revendication fondamentale que trouve sa force notre vœu : n'avoir jamais plus à déplorer dans l'histoire de l'humanité les humiliations et les absences d'intellectuels dues à l'intervention répressive de l'Etat contre la libre manifestation de la pensée et de l'art.

Vittorino Veronese

Ancien Directeur général de l'Unesco

Cameroun

Comment pourrait-on concevoir l'épanouissement des peuples africains sans musique, sans danse, sans masques et sans statues, sans l'immense sagesse du verbe léguée par des générations de penseurs, et sans la joie légendaire de nos tribus ?

Mais comment armer cet art contre l'assaut du monde moderne, avec tout son mercantilisme, sans faire acquérir aux artistes les techniques et les moyens qui leur permettent de s'exprimer dans un style de leur temps, en toute confiance et dignité, tout en sauvegardant leur authenticité ? Et qui dans nos pays d'Afrique peut mieux s'en préoccuper que les pouvoirs publics ?

Zaché Mongo Soo

Ministre de l'Education, de la Jeunesse et de la Culture

Belgique

N'oublions pas que la vie en l'an 2000 comprendra 140 jours de travail et 225 jours de congé. L'éducation doit aussi préparer à l'utilisation de ces 225 jours. La démocratisation actuelle de l'enseignement ne portera ses fruits que pour les générations futures.

Le nombre de personnes adultes participant aujourd'hui activement à la vie culturelle ne représente pas dix pour cent des adultes. La plupart de ceux-ci ont reçu un enseignement trop exclusivement basé sur la transmission des connaissances et sur un savoir encyclopédique. A l'âge de dix-huit ans, un jeune homme, ou une jeune fille, devrait normalement savoir ce que c'est qu'un théâtre, un concert, une bibliothèque, un musée.

La société d'abondance passive risque de priver certaines personnes de stimulants. Ces gens se sont contentés de leurs jours de loisirs, de leur congé payé, de leur match sportif, de leur programme de télévision. Même celui qui ne veut plus travailler est entretenu par la communauté. Certains étudiants, hippies, blousons noirs, ont renoncé à la lutte pour l'existence ; ils ont perdu le sens de la vie.

A l'autre extrémité, un groupe actif de la population, grisé par la société de consommation, se perd dans le processus purement matériel de la production. Un programme d'éducation permanente bien structuré doit s'adresser en premier lieu aux jeunes gens les moins aisés, c'est-à-dire aux jeunes travailleurs de 14 à 18 ans engagés prématurément, et avec des connaissances scolaires limitées, dans la bataille de la production. Selon des enquêtes faites aux Pays-Bas et en Belgique, 70 pour cent de ces jeunes ne suivent plus aucun enseignement.

Prof. Frans Van Mechelen

Ministre de la Culture néerlandaise

Colombie

Un exemple original de mécénat moderne : la Banque de la République de Colombie. On l'a appelée « la banque qui a une âme ». On doit à ses initiatives : le Musée de l'or, de Bogota, qui rassemble une impressionnante collection d'objets d'or précolombiens, véritable Eldorado des archéologues ; le Musée numismatique ; la cathédrale de sel de Zipaquirá ; et un important centre culturel pour les étudiants et les artistes, la bibliothèque Luis Angel Arango.

Dr José Manuel Rivas-Sacconi

*Directeur de l'Institut de Linguistique
« Caro y Cuervo », Bogota*

Japon

J'aimerais mentionner ces « arts intermédiaires » si répandus parmi les Japonais et qui vont de l'art extrêmement complexe au divertissement populaire : cérémonie du thé, arrangement floral, composition de courts poèmes « tanka » et « haiku ». Plus de vingt millions de personnes s'initient à l'art de boire une tasse de thé avec tous les

LA CULTURE SUR LA SELLETTE (Suite)

raffinements rituels, apprennent à composer des bouquets de fleurs ou à écrire des vers.

Les deux types d'art et de culture, d'origine européenne et de tradition japonaise, peuvent être considérés aujourd'hui au Japon comme les deux roues d'une même voiture. Leur association a enrichi notre vie.

Kenji Adachi

Commissaire adjoint, Agence pour les Affaires culturelles

Inde

Pour survivre dans le monde moderne, la culture devra s'établir sur une base très large. Et lorsqu'on pense aux masses, n'oublions pas la jeunesse. L'Etat pourvoit rarement à ses besoins. Bien des maux dont elle souffre aujourd'hui pourraient être imputés à une véritable famine culturelle, à une sorte d'analphabétisme culturel.

Nous, en Inde, nous n'aimerions pas voir confondre le développement de la culture avec le développement des arts, et spécialement des arts littéraires, dramatiques ou plastiques. Nous croyons que, grâce à la culture, une hiérarchie des valeurs peut s'établir dans l'esprit des individus. En fait, c'est en cela que consiste le message des cultures traditionnelles de l'Inde.

A aucun moment de l'histoire de l'Inde, il n'y eut le moindre doute sur le but ultime de la vie : cela ne consiste pas à tendre vers le maximum de confort mais à prendre conscience des immenses facultés de l'homme pour son développement spirituel.

T.R. Jayaraman

Secrétaire, ministère de l'Education et de la Jeunesse

Pays-Bas

La sécurité sociale marque une grande conquête de l'homme, comme l'instruction obligatoire et le droit aux congés payés. Mais sans « sécurité culturelle », le développement du monde moderne irait à contresens. On doit dès lors se demander si les pouvoirs publics ont le droit de tenter d'infléchir la conscience culturelle des hommes, comme Orphée a tenté d'infléchir le destin d'Eurydice en descendant aux enfers. La réponse est évidemment : non !

Dans le monde actuel, soumis aux bienfaits et aux servitudes des moyens audio-visuels, il faut favoriser la créativité du plus grand nombre pour éviter — et c'est là de toute évidence le rôle des pouvoirs publics — que le caractère passif de celui qui reçoit image et son à domicile ne prenne le dessus. Car un téléspectateur passif sera sans résistance devant un produit culturel emballé et étiqueté comme un produit pharmaceutique.

Les pays industrialisés sont séparés des sources de la créativité bien plus que ne le sont les pays matériellement moins développés. Là où les sources sont taries, il faut insuffler une vie nouvelle. La formation d'animateurs culturels est donc une tâche importante. L'animateur n'est pas un éducateur au sens pédagogique du terme, ni un psychanalyste, encore moins un caporal. Il est à la fois compagnon de jeu et guide.

Marga Klompe

Ministre de la Culture, des Loisirs et de l'Action sociale

Yougoslavie

Mon pays compte deux alphabets, trois religions, cinq nations, six républiques et plusieurs nationalités.

Vukasin Micunovic

Président du Conseil fédéral pour l'éducation et la culture

Suisse

La Confédération Suisse groupe quatre langues et trois cultures. Le sens profond de l'existence nationale réside dans la coexistence pacifique et l'enrichissement réciproque des diverses langues, confessions et cultures. Cultures qui nous lient certes aux trois pays voisins avec lesquels nous les partageons, mais sans altérer notre autonomie spirituelle.

Willy Spühler

Ancien Président de la Confédération

On a trop tendance à croire que la véritable culture n'est que la culture écrite. En Afrique, la danse et la musique transmettent des valeurs artistiques authentiques, souvent issues d'un lointain passé. Ici un chanteur noir africain interprétant des airs populaires.

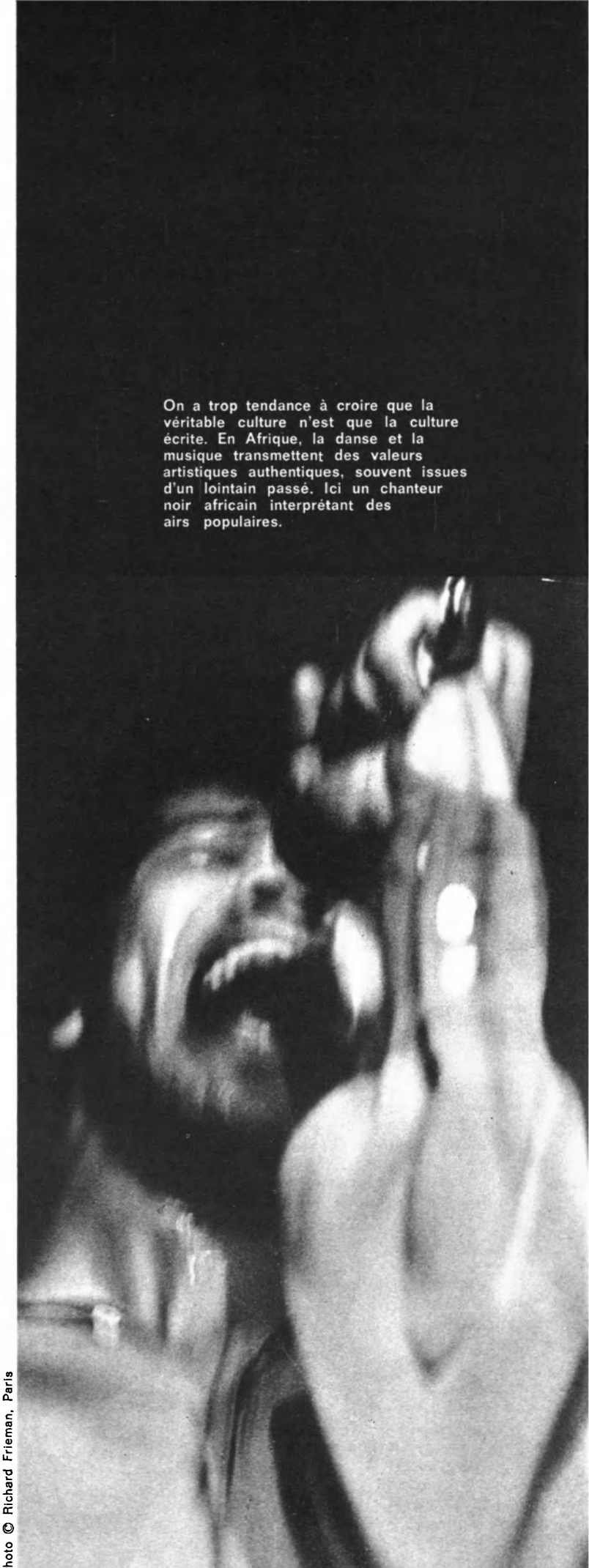


Photo © Richard Frieleman, Paris

L'AFRIQUE ET LA DÉCOLONISATION CULTURELLE

par James Ngugi

DANS son sens le plus large, la culture est un mode de vie façonné par un peuple dans son effort collectif pour vivre et s'accorder avec l'ensemble de son environnement. Elle est faite de la somme de son art, de sa science et de toutes ses institutions sociales, y compris son système de croyance et ses rites. Au cours de ce combat créateur et de cette progression à travers l'histoire, nous voyons se développer un fonds de valeurs matérielles et spirituelles qui dotent une société particulière de mœurs et d'une éthique particulières.

Chez les peuples, ces valeurs s'expriment souvent par leurs chants, leurs danses, leur folklore, leurs dessins, leur sculpture, leurs rites et leurs cérémonies.

Avec le temps, cette variété d'activités artistiques en est venue à symboliser la signification de la culture à travers le monde. Tout débat sur la culture tourne inéluctablement autour de ces activités, mais nous ne devons pas oublier qu'elles viennent du mode de vie d'un peuple et qu'elles ne changent que dans la mesure où ce mode de vie évolue, se modifie ou se développe au fil des générations. En fait, dans notre condition actuelle, nous devons chercher une vision nouvelle de l'existence, peut-être exprimée ou explicitée par de nouvelles formes artistiques ou par un renouvellement des formes anciennes.

Distinguons dans l'histoire culturelle de l'Afrique trois grandes époques : l'Afrique avant la conquête des Blancs, l'Afrique sous la domination coloniale, enfin, l'Afrique d'aujourd'hui qui veut trouver son image authentique. Procéder ainsi montre à l'évidence que les pressions, intérieures et extérieures, ont modifié, aux diffé-

rents stades de son évolution, ses besoins et ses perspectives culturelles.

Ainsi, hier encore, cohabitaient de nombreux groupes ethniques, dotés chacun d'une culture distincte et cohérente. Aujourd'hui, ces groupes tentent de former des nations au sein de frontières géographiquement et politiquement plus larges. Il faut donc examiner le rôle de la culture de notre temps dans ces perspectives nouvelles, même si les impératifs souvent contradictoires des tribus, des nations, du pan-africanisme et du Tiers-Monde les rendent floues.

Trop souvent cependant, et les termes de ce débat le prouvent, on parle de la culture africaine comme s'il s'agissait d'une marchandise inerte que l'on peut, que l'on doit arracher aux ruines et aux vestiges du passé pour, dans une phase moderne, la donner en pâture aux enfants africains, ces mêmes enfants qui, longtemps perdus dans le labyrinthe étranger d'une forêt inconnue, ont maintenant soif et faim de la saine nourriture de leurs ancêtres.

Mais nulle culture vivante n'est inerte, jamais. L'être humain, dans la collectivité, lutte pour dominer l'environnement physique naturel et créer ultérieurement un environnement social. Que change son environnement physique ou, plus précisément, la nature de son combat, et ses institutions se modifieront, partant, ses modes de vie et de pensée : ceux-ci pourront affecter par la suite ses institutions et son environnement général.

C'est là un processus dialectique. Un bouleversement radical, par le commerce et les migrations, dans l'économie d'un peuple et dans son habitat, entraînera une adaptation différente à ce nouveau contexte. Idéaux et valeurs sont également susceptibles de se modifier.

Nous savons que dans le Sahara le commerce a véhiculé de nouvelles idées et des innovations technologiques, qui ont eu des effets divers

sur certaines sociétés de l'Afrique Occidentale. Le mouvement vers le sud des populations riveraines du Nil a transformé des pasteurs en laboureurs, qui exigeaient un nouveau mode de vie et un nouveau système de valeurs.

En dépit de ce qu'imaginèrent ou crurent ceux qui nous avaient conquis, l'Afrique a toujours été le théâtre tumultueux de bouleversements liés à la naissance et la chute de ses empires. Les structures et les cultures africaines n'étaient point statiques ni uniformes. Il y avait autant de cultures que de peuples. Cependant, nous pouvons reconnaître entre elles de larges affinités : cela nous permet de parler légitimement des valeurs ou des civilisations africaines.

C'EST en tenant compte de ces prémisses que nous pouvons nous interroger correctement sur l'attitude de l'Afrique traditionnelle devant les activités artistiques. Etablissons par commodité une distinction entre les deux catégories de société qu'identifient M. Fortes et E. E. Evans-Pritchard dans leur ouvrage « African Political Systems » :

« Le premier groupe est constitué de sociétés qui ont centralisé l'autorité, l'appareil administratif et les institutions judiciaires — en bref, le gouvernement : dans ce groupe, les climats de la richesse, des privilèges et de la condition correspondent au partage du pouvoir et de l'autorité... Pour le deuxième groupe, il s'agit de sociétés qui n'ont pas d'autorité centralisée, d'appareil administratif ou d'institutions judiciaires constituées — bref, de gouvernement : dans ce groupe, il n'y a pas de divisions tranchées de rang, de condition ou de richesse. »

Citons par exemple, dans le premier groupe, les Yorubas du Niger et les Baganda de l'Ouganda. Il y avait chez eux une hiérarchie nettement définie, avec toute une variété de spécialisa-

JAMES NGUGI (Kenya) collabore régulièrement aux plus grands journaux et périodiques d'Afrique orientale. Il a beaucoup écrit sur la culture et les traditions africaines et a été professeur de littérature anglaise à l'Université de Nairobi (Kenya).

tions et de fonctions. Le surplus provenant des fermes alimentait les prêtres et prêtresses (ou les détenteurs de fonctions politiques), les gardiens des chapelles vouées aux dieux, les sculpteurs professionnels et les artisans agréés à la cour des notables.

Dans l'autre groupe, évoquons les Ibos du Niger et les Agykuyu du Kenya, une organisation politique plutôt lâche et plus égalitaire, qui ne permettait pas des fonctions spécialisées au même degré, bien que par-delà la fragmentation apparente du pouvoir des autonomies fondamentales profondes se soient manifestées dans les domaines religieux et culturels. Les fonctions politiques ne comportaient pas des privilèges économiques ; elles ne conféraient pas à leurs détenteurs le droit de disposer des surplus de la communauté ou du butin de guerre, pas plus qu'elles ne leur permettaient de tenir cour et d'engager des artistes de talent pour charmer des loisirs de privilégiés.

Ainsi, il n'y avait chez les Agykuyu qu'un très petit groupe d'ouvriers du fer vivant de leur métier, échangeant leurs ouvrages contre de la nourriture et des vêtements. Tout autrement vivait le fermier, qui jouait aussi des instruments de musique, tenait son rôle dans les danses rituelles, disait des poèmes et contait des histoires à la veillée, pour devenir même guerrier quand éclatait la guerre.

Dans ces deux catégories de sociétés, l'art était fonctionnel. Il n'était jamais, comme dans l'Europe moderne, séparé des besoins matériels, sociaux et religieux de la communauté. A propos de l'art africain, Geoffrey Parrinder, dans sa « Mythologie Africaine », fait ce commentaire pertinent :

« L'art africain était la seule « écriture » connue dans toute l'Afrique tropicale ; il servait à interpréter tous les aspects de la vie. Employé dans la vie religieuse, qui était inséparable des autres formes de vie, il donnait un sens spirituel et une fonction aux objets utilisés dans les cérémonies des particuliers ou de la communauté... Ainsi, l'art africain fournit une littérature sacrée qui confère au visage de l'homme sa beauté et sa grandeur. »

De même, les chants, les danses et la musique faisaient partie intégrante du combat de la communauté contre son environnement, aussi bien qu'ils étaient l'apanage de l'homme ordinaire dans ses besoins et ses aspirations. Le culte de l'artiste, avec sa bohème et son esprit de chapelle, n'a jamais existé, dans aucune société africaine, comme sur les rives de la Seine ou de la Tamise.

Aujourd'hui, l'artiste européen se tient pour un « en-dehors » qui vit une culture individuelle autonome et n'obéit qu'aux lois de son imagination. Telle est du moins l'attitude du héros de James Joyce dans son « Portrait de l'artiste jeune par lui-même ».

« Je vous dirai ce que je veux faire et ce que je ne veux pas faire. Je ne



Photo de Decker - Unesco

PRESTIGES DE LA PAROLE

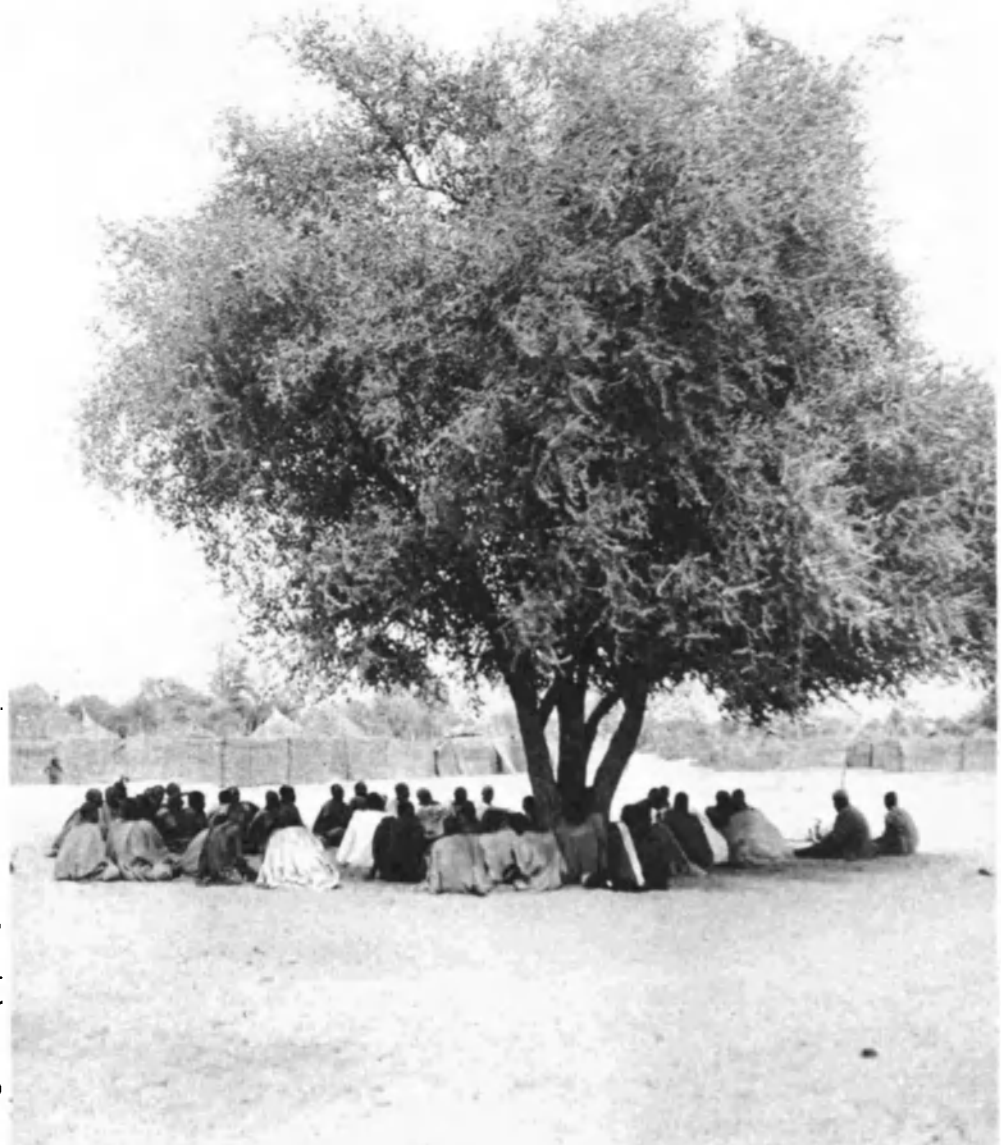


Photo © Hoa - Qui, Paris

Les littératures orales de l'Afrique sont une inépuisable mine de thèmes culturels populaires. Récits, poèmes, contes philosophiques ou moraux, proverbes, transmis depuis des générations, permettent aux écrivains de l'Afrique moderne de découvrir un style, une forme, un lyrisme, un humour parfaitement africains. L'Unesco pour sa part a entrepris depuis plusieurs années la publication de recueils et recensions des traditions orales, et d'ici à 1972 assurera l'édition de trois ouvrages sur la pensée africaine à partir du témoignage oral. Dans ces pages, on voit (à droite) une réunion de notables dans un village guinéen. A gauche, non loin de Dakar, au Sénégal, un ancien est appelé à donner son avis sur les problèmes éducatifs qu'affronte son village. Ci-dessous, deux images du Tchad, dans lesquelles l'ancien et le nouveau semblent se donner réplique. Sous « l'arbre à palabres » (à droite), on discute des affaires de la communauté. A gauche, l'instituteur fait sa classe en plein air, à l'ombre de... l'arbre à alphabet.

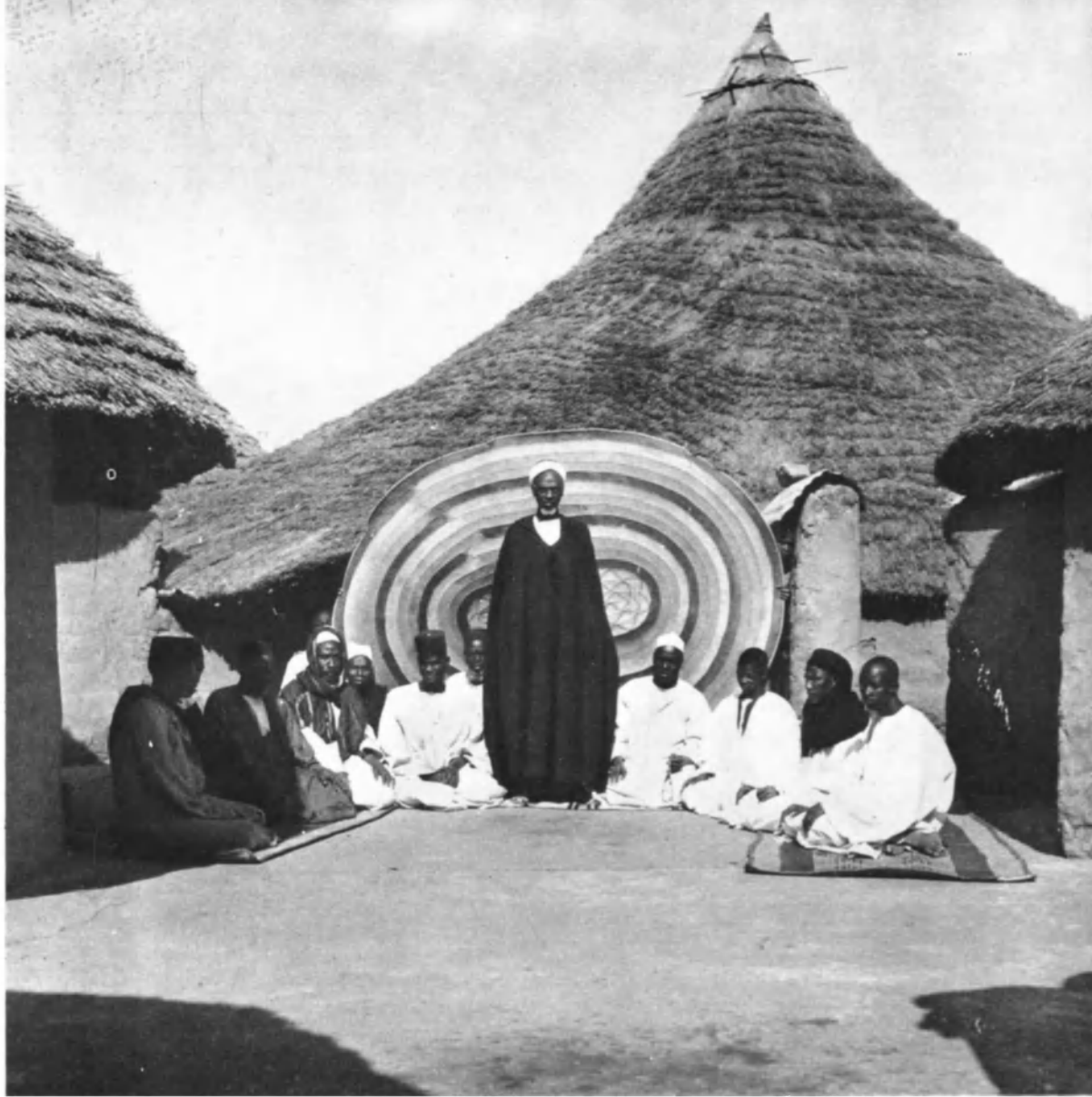


Photo © Hoa - Qui, Paris



Photo Léon Herschtritt © Rapho, Paris

Le mythe des peuples sans culture

servirai pas les valeurs auxquelles j'ai cessé de croire, s'agirait-il de mon foyer, de ma patrie ou de mon église ; j'essayerai de m'exprimer, aussi librement et aussi complètement que possible, dans mon mode de vie et dans mon art. Pour ma défense, j'emploierai les seules armes que je m'autorise : le silence, l'exil et la ruse. »

Une telle conception de l'art est au service d'une culture de l'esprit : c'est celle de Matthew Arnold incitant le bourgeois anglais à découvrir les douces clartés de la connaissance en s'imprégnant des chefs-d'œuvre mondiaux de la pensée et de l'écriture. Alors l'individu cultivé, pourrait, « dans sa marche vers la perfection, en essayant inlassablement d'accroître le champ humain de la culture, aider les autres à atteindre le même but ». Ainsi, avec Matthew Arnold, la culture devient-elle une activité purement intellectuelle de l'individu.

Or, notre culture était axée sur la vie de la communauté. Et, en raison de son caractère social, dans son sens le plus large aussi bien que dans son acception étroite, elle contribuait à souder les groupes. Cette fonction intégrante de la culture, telle que la décrit W. E. Abrahams dans « The Mind of Africa », est particulièrement vraie dans le cas des sociétés traditionnelles.

« La culture est le moyen de rendre communes les souffrances et la coopération naturelles. Sa portée se mesure à son degré d'authentification. Bien qu'elle permette les discussions internes qui, à la vérité, l'enrichissent, c'est la culture même, en ces débats, qui oriente les choix. En unissant les gens dans des croyances, des actes et des valeurs communs, la culture comble cette part de la vie qui demeure au-delà de toute intervention de l'État... Elle la remplit de telle manière que s'intègre, du même coup, la société dont elle relève sur la base d'attitudes et de valeurs communes. Elle crée les fondements de la définition d'un destin commun et d'une action conjuguée vers la quête de ce destin. »

Le puissant ouvrage de Jomo Kenyatta « Devant le Mont Kenya » est un exemple vivifiant de cette fonction intégrante de la culture en action. Lire ce livre, c'est à la fois être témoin d'un monde, dans un esprit personnel et dynamique, et réfuter aussi à propos la condamnation portée par les missionnaires sur ce qu'ils croyaient monde sombre et sauvage ; et, surtout, ce livre révèle les racines politiques et économiques de la culture. Après avoir étudié tous les aspects de la vie des Agikuyu, Kenyatta en vient à affirmer catégoriquement que la culture joue un rôle primordial dans la découverte, chez un peuple, de son identité.

« Ce sont tous ces aspects de la



C'est à un artisan de Mangbetu (République Démocratique du Congo) que l'on doit ce vase à eau ou à vin de palme. La coiffure représentée rappelle celles des anciennes reines de l'Égypte. En céramique jaune pâle, haut de 32 centimètres, il se trouve au Musée d'Ethnographie de Tartou en République socialiste soviétique d'Esthonie.

vie qui constituent une culture sociale. C'est la culture dont il hérite qui, autant que sa prospérité matérielle, confère à un homme sa dignité humaine. Elle lui enseigne ses valeurs mentales et morales, elle lui fait sentir la valeur du travail et de la lutte pour la liberté. »

Ces valeurs « mentales et morales », le colonisateur européen devait les détruire par fidélité à la tradition classique de Prospéro. Avec l'histoire de Prospéro et de Caliban, Shakespeare a porté à la scène les pratiques et la psychologie de la colonisation bien avant qu'elle envahisse le monde. Il faut se rappeler le fameux dialogue de Prospéro et Caliban, et les propos de Caliban :

« Quand tu es arrivé ici, tu me flattais, tu me gâtas ; tu me donnais de l'eau avec des baies dedans ; tu m'apprenais à nommer la grosse et la petite lumière qui brûlent le jour et la nuit. Alors, moi, je t'aimais, je te montrais toutes les ressources de l'île, les sources d'eau douce, les puits salés, les endroits arides et fertiles — que je sois maudit de l'avoir fait. Que tous les charmes de Sycorax, crapauds, escargots, chauves-souris fondent sur vous. Car vous n'avez d'autre sujet que moi, moi qui étais mon propre roi, et vous me donnez pour bauge ce rocher dur et me défendez l'accès de tout le reste de l'île. »

De la pièce, des éléments à retenir se dégagent. Etranger dans l'île, Prospéro se fait charmeur, comme le serpent. D'abord, il se montre amical envers Caliban et le flatte, mais il veut s'instruire des secrets de l'île. Pour lui, Caliban est ignare et son passé n'a aucun sens. Il va même jusqu'à donner son propre langage à Caliban. Et, avant même que Caliban le sache, Prospéro lui a ravi sa terre ; il a instauré le gouvernement du potentat et fait de Caliban un esclave. Ariel, hier encore sujet de Caliban, n'échappe à un esclavage que pour un autre : en fin de compte, il ne pourra être libre que s'il demeure fidèle serviteur et espion de Prospéro.

COMME Prospéro, le colonisateur européen connaissait d'instinct l'importance capitale de la culture. Il connaissait et craignait à la fois la menace qui vient d'hommes sûrs de leur passé et de leur héritage. Sinon pourquoi eût-il mis toute sa puissance militaire, sa foi religieuse et sa force intellectuelle à nier que les Africains avaient de vrais dieux, une culture et un passé riche de signification ? Les missionnaires attaquèrent les cérémonies primitives, les danses, les images gravées, horrifiés par la sensualité satanique qu'ils voyaient en elles. Et certains des meilleurs esprits d'Europe

se firent les complices de cette supercherie.

Mais il est un fait d'une portée considérable : toujours semblables à Prospéro, les Européens détruisirent les fondements matériels et démantelèrent systématiquement les institutions politiques et économiques sur lesquelles les Africains avaient établi leur mode de vie.

Dans les sociétés égalitaires, ils imposèrent un chef, un foyer central évident d'autorité là où il n'en existait pas. A l'autre catégorie de sociétés, ils ôtèrent les bases sur lesquelles s'appuyait l'autorité centrale : l'origine de l'autorité politique du roi ne fut plus le peuple dont il exigeait l'allégeance, mais envers lequel il avait lui-même des devoirs.

Dans les deux cas, les institutions traditionnelles ne furent autorisées qu'à une condition : qu'elles facilitent davantage au colonisateur l'exploitation complète de la terre dans les colonies de l'Afrique Orientale et Centrale, ou l'exploitation des matières premières et des marchés dans les colonies plus commerciales d'Afrique Occidentale. En introduisant une économie monétaire oppressive et de nouveaux systèmes éducatifs et religieux, tout en contestant à l'Africain le pouvoir économique et politique qui lui aurait permis de les contrôler, le colonisateur européen « a tranché au couteau les liens qui nous unissaient et nous avons été séparés ».

La présence coloniale eut pour effet de créer une élite locale qui adopta la langue et le style des conquérants. Cette élite était constituée d'hommes qui écoutaient la voix du Dieu des missionnaires, criaient Alléluia et levaient leurs yeux vers le ciel. Ils raillaient les dieux anciens et s'éloignaient des rites primitifs de leur temple, pleins d'horreur affectée ou sincèrement acquise. Quant aux autres — le système colonial, par sa nature même, ne pouvait agréer qu'une minorité — ils furent souvent privés de leurs terres, puis rassemblés dans les fermes des colons ou dans des centres urbains, où ils devenaient tailleurs ou porteurs de bois.

Les premiers, déracinés, se prirent à mépriser tout ce qui respirait le parfum du passé primitif. C'est surtout à ces « élites » que doit penser l'écrivain nigérian Achebe quand il s'écrie : « Si j'étais Dieu, je jugerais notre acceptation d'une infériorité raciale — quelle qu'en soit la raison — comme le plus grand péché. » Les autres, la majorité, demeurèrent attachés au sol ; ainsi ne perdirent-ils jamais complètement contact avec leurs traditions. Les forces profondes de la culture africaine furent dans une certaine mesure capables de résister au bourrage de crâne et à la propagande, car il est difficile

à la domination coloniale, comme Prospéro l'avait constaté, d'écraser complètement l'esprit humain.

Dans la lutte pour l'indépendance, les paysans et souvent les ouvriers des villes invoquaient les dieux ancestraux pour qu'ils leur donnent la force de combattre l'ennemi. Ils adaptaient les rythmes traditionnels, les chants et les danses aux nécessités nouvelles de la bataille. Les élites, pour leur part, intellectuels et bourgeois, s'apercevaient qu'elles n'étaient pas vraiment acceptées dans le monde des conquérants. Rejetées par les leurs au sein du monde blanc, leur humanité parfois niée au nom de la race, elles furent ainsi repoussées vers les masses populaires. Elles commencèrent à revendiquer leur passé, parfois avec une amère nostalgie.

A la première conférence mondiale des écrivains et artistes noirs, Alioune Diop, du Sénégal, déclarait :

« C'est une allégation scandaleuse que de parler de peuples sans culture. S'il est vrai que les authentiques responsables de la colonisation ont fabriqué ce mythe sciemment, il n'en est pas moins surprenant d'avoir vu des générations d'hommes faisant autorité dans le domaine de l'esprit et de la culture prétendre que des individus pouvaient vivre dans une communauté sans culture. »

C'est parce qu'il sait que cette « allégation scandaleuse » se traduit aussi dans les ouvrages européens consacrés à l'Afrique, et surtout dans la littérature romanesque, que l'écrivain africain veut répondre que l'Afrique est dotée d'une culture qui vaut celle des autres. La « négritude », phénomène culturel, a joué un rôle politique. On prit un peu partout conscience du fait qu'une communauté privée de liberté politique pourrait difficilement envisager l'avenir avec confiance sans recréer l'image de son propre passé.

Cette prise de conscience a été générale, quoique parfois confuse. Chez la plupart des intellectuels, des artistes et des politiciens africains, la croyance demeure que « la libération culturelle est la condition essentielle de la libération politique ». Et comme pour eux la culture ne s'exprime que par la danse, le tambour de la jungle et le récit oral, ils pensent que c'est assez pour justifier leur exigence de résurrection.

Mais il est faux de penser que la culture l'emporte sur la politique. La libération politique et économique est la condition essentielle de la libération culturelle, pour délivrer vraiment l'esprit créateur et l'imagination d'un

L'exécrable pyramide des races

peuple. C'est quand les peuples sont engagés dans un actif travail de destruction des structures sociales oppressives et cherchent à en construire de nouvelles qu'ils commencent à se découvrir. Ils renaissent à la vie.

Aujourd'hui, après avoir reconquis leur indépendance, la plupart des pays africains participent à l'essor d'une culture nationale distincte. Parfois ont été créées des institutions qui visent à la développer. Cependant, on n'a pas fait grand-chose pour passer de la foi aux actes.

Cela tient pour une part à une idée erronée de la culture. Il y a des gens, d'honnêtes gens, qui confondent la culture avec un traditionalisme inconséquent. Il est assurément impossible de retrouver intactes des structures et des cultures traditionnelles dans l'Afrique Moderne. La culture significative est celle qui naît de l'espérance présente, particulièrement de l'espérance d'une paysannerie appauvrie, de la masse grandissante des ouvriers urbains qui, pour la plupart, ont perdu contact avec la terre.

L y a encore d'autres catégories d'individus qui croient que l'on peut d'une certaine manière conserver des institutions sociales et économiques coloniales, en greffant sur elles la culture africaine. Nous avons vu que les institutions coloniales ne peuvent engendrer qu'une mentalité coloniale. Malheureusement, la classe bourgeoise africaine a aidé à étouffer les exigences révolutionnaires de la plupart des paysans et des ouvriers, pour chercher un accord avec le pouvoir colonial blanc.

Dans sa lutte pour l'indépendance, la majorité de l'intelligentsia africaine ne revendiquait que ce qui lui était interdit, ou plutôt, elle ne concevait la lutte que dans le cadre de ses revendications sociales déterminées par le système colonial, et que lui déniait le racisme inhérent au système. Ces hommes-là voulaient porter les mêmes vêtements et les mêmes chaussures, avoir le même salaire, vivre dans le même genre d'habitations que leurs homologues blancs.

Après l'indépendance, la barrière raciale qui s'opposait à leurs convoitises se brisa. Et commença la ruée vers l'or, c'est-à-dire la conquête du style de vie des anciens maîtres. Une peau éclaircie, des cheveux décrépés, des réceptions à tout propos et hors de propos, des dépenses tapageuses, vastes propriétés, maisons de campagne, voitures de luxe, sont de mise. Et pourtant, certains de ces hommes n'en démordent pas et entonnent des cantiques à la gloire d'un passé mythique.

Si nous voulons créer d'authentiques cultures nationales, il nous faut prendre conscience de notre situation. Ce qui signifie que nous devons examiner à fond nos structures sociales et économiques, et juger si elles sont vraiment adaptées aux besoins réels des masses et favorables à l'épanouissement des énergies. Nul idéal, nulle vision de l'avenir, n'ont de sens sans formes institutionnelles. C'est sur cette conviction que se fonde la fameuse déclaration d'Arusha, en Tanzanie. Cette déclaration montre que les Tanzaniens se rendent compte que la plupart des pays africains, encore qu'indépendants à la lettre, demeurent dans un état de semi-colonialisme.

« Nous avons été gravement opprimés, gravement exploités et gravement avilis. C'est notre faiblesse qui a provoqué l'oppression, l'exploitation, l'avilissement. Nous voulons maintenant une révolution, une révolution qui en finisse avec notre faiblesse, pour que nous ne soyons jamais plus exploités, opprimés et humiliés », écrivait Julius Nyerere, président de la Tanzanie, dans « Liberté et Socialisme ».

Pour que, en fin de compte, nous puissions dégager une image significative de nous-mêmes sur la base de la réorganisation complète des structures sociales — et c'est chose fondamentale —, il nous faut élaborer une politique pratique et spécifique, pour faciliter de nouvelles attitudes et l'essor de nouvelles formes d'art.

En ce domaine, le rôle de l'éducation est vital. Le système colonial produisait une sorte d'éducation propice à entretenir la servilité, le mépris de soi et la suspicion mutuelle; il façonnait des peuples qui ne pouvaient s'enraciner dans aucune culture. La discrimination raciale apparaissait souvent au niveau des écoles, des professeurs, de l'accession à l'enseignement. Dans tous les territoires d'Afrique Orientale, Centrale ou du Sud, il y avait des écoles pour Européens, Asiatiques et enfin Africains. Il y avait les toilettes pour Européens, Asiatiques et enfin Africains.

L a société était une pyramide de races : au sommet la minorité européenne, au milieu les Asiatiques, en bas les Africains. Le système d'éducation reflétait cette inégalité; il encourageait une mentalité d'esclave, saisi d'horreur sacrée face aux réalisations de l'Europe. L'Europe était le centre de l'univers.

Découverte par l'Europe, l'Afrique n'était que son prolongement. Ainsi le peuple apprenait-il l'histoire de l'évolution anglo-saxonne, comme si elle

avait fourni les véritables ancêtres de l'espèce humaine. En géographie, il fallait étudier les montagnes de l'Europe avant même d'en venir à l'Afrique.

Aujourd'hui, les éléments racistes les plus aberrants ont disparu. Mais le système d'enseignement qui visait à former des esprits serviles tout en entretenant le mépris des paysans et des ouvriers, ce système-là n'a pas radicalement changé. Dans nos écoles, dans nos universités, l'Europe tend à demeurer le foyer d'intérêt. Le seul changement d'accent est sur la formation d'hommes nés pour commander.

D ERNIÈREMENT, un débat très important était provoqué à l'Université de Nairobi par un groupe de conférenciers qui mettait en cause l'opportunité du département d'anglais, le seul chargé des études littéraires. Ce département continuait à n'enseigner que la littérature anglaise, et cela au cœur de l'Afrique indépendante. Pour justifier cette conception chauvine et essentiellement colonialiste des humanités, on prétendait que les étudiants avaient besoin d'analyser la continuité historique d'une seule culture. Et, pour étayer cette théorie, on avançait que la tradition britannique et la naissance de l'Occident moderne se trouvaient à l'origine de nos connaissances et de notre héritage culturels.

Les conférenciers prétendaient que « s'il est utile d'étudier la continuité historique d'une culture unique, pourquoi ne pas choisir celle de l'Afrique ? Pourquoi ne pas s'attacher à la littérature africaine, de manière à étudier les autres cultures par rapport à elle ? »

Dans ce but, les conférenciers ont réclamé l'abolition du département de littérature anglaise et son remplacement par un département consacré principalement à la littérature et aux langues africaines. Ce département aurait à son programme les textes africains modernes en anglais et en français, les littératures de l'Amérique noire et des Caraïbes, et un cours facultatif de tradition littéraire européenne. Mais on mettrait au premier plan l'étude des traditions orales dans la littérature africaine.

On n'insistera jamais assez sur l'importance de la tradition orale dans les écoles et les universités africaines. Cette étude serait décisive, à la fois pour donner équilibre et vigueur aux esprits, pour les réenraciner et aider les écrivains africains à innover en rompant avec les courants prédominants de la littérature européenne.

Comme le disait Abiola Irele, du Nigéria : « On peut déjà noter que la littérature africaine en langues euro-

péennes doit se différencier des littératures métropolitaines, non seulement dans le contenu, mais aussi, jusqu'à un certain point, dans la forme. Car son originalité tient à ce que nos écrivains ont recours non seulement à des thèmes et des sujets africains, ainsi qu'aux éléments du folklore, mais aussi aux innovations stylistiques issues des caractères originaux de la littérature africaine traditionnelle. »

On ne peut trop insister sur l'enseignement et l'étude des langues africaines pour la renaissance de notre culture. On a déjà analysé la méthode colonialiste ; elle impose la langue du colonisateur aux races assujetties et provoque le déclin des langues vernaculaires. Ainsi les colonisateurs faisaient-ils de l'adoption de leur propre langue un symbole de leur supériorité. Qui apprenait leur langue commençait à mépriser la paysannerie et ses langues barbares : en acquérant les démarches intellectuelles et les valeurs de la langue adoptée, il s'aliénait le système de valeurs de sa langue maternelle. Après tout, le langage est le véhicule des valeurs façonnées par un peuple au cours de son histoire.

Il me semble que dans un pays où 90 % de la population parle des idiomes africains, il est déraisonnable de ne pas les enseigner dans les écoles et les établissements d'enseignement supérieur. Nous devons développer une langue nationale, mais pas au détriment des langues régionales. Les Africains comprennent de plus en plus que, de l'étude de nos propres langues, dépend largement notre propre prise de conscience.

L'étude toujours plus poussée des langues africaines amènera inévitablement un nombre toujours croissant d'Africains à écrire dans leur langue maternelle. Ainsi de nouvelles voies s'ouvrent-elles à notre imagination créatrice.

On devrait aussi créer dans les universités africaines des écoles de musique et d'art dramatique, non seulement en tant que foyers d'étude académique, mais en tant que centres d'expérimentation de formes et structures nouvelles. Les orchestres et les compagnies d'art dramatique des universités devront se produire dans les villages et les banlieues urbaines.

L'université devrait être également accessible à l'expression de la musique folklorique régionale et des spectacles régionaux, afin d'assurer un robuste échange d'idées et de talents. Dans ce contexte, les compagnies de théâtre ambulant devraient être encouragées. Les étudiants du collège Makerere en possèdent une depuis trois ans : ils vont jouer dans les villes et les villages les plus éloignés ; ainsi dans les campagnes de l'Ouganda, ont-ils suscité un grand intérêt pour

SUITE PAGE 32



Photo Bruno Suter © Editions Hermann, Paris

A l'entrée du pavillon de la Côte-d'Ivoire, à l'Expo 70 d'Osaka, s'élevait cette belle sculpture en bois, qu'entouraient des centaines de documents photographiques présentant un panorama impressionnant de la vie et de la culture de ce pays d'Afrique : elle semblait porter le poids d'une pensée spécifique, faite d'ombres et de lumières, sagesse ancienne, intuition et volonté mêlées.

Le retour aux sources vives

l'art dramatique. Ce phénomène pourrait être étendu à un programme national organisé sur des bases régulières. Pour ce qui est du folklore, il nous faut une discothèque de musique africaine et une bonne collection des différents types d'instruments de musique utilisés dans le pays.

La plupart des universités africaines ont un département des Beaux-Arts, où les étudiants apprennent la sculpture, le dessin et l'architecture. Dans la majorité de ces départements, la conception de l'art est trop académique et les productions trop abstraites. Le sujet, le traitement, l'exécution, visent à l'abstrait, à l'instar des tendances occidentales actuelles, et les œuvres atteignent des prix si élevés que les touristes seuls peuvent les acquérir. Souvent, nos propres artistes peignent et sculptent, l'œil sur les modèles occidentaux. Il faut en finir.

ET d'abord, les critères académiques d'accès aux écoles de Beaux-Arts devraient être abandonnés ou modifiés radicalement, afin que nous en ouvrons les portes aux artistes des villages. La sélection des professeurs elle-même ne devrait pas être faite d'après de simples qualifications universitaires.

Après tout, les sculpteurs africains qui influencèrent Picasso et Henry Moore n'avaient pas été formés dans les académies occidentales : ces Africains modelaient pour répondre à une nécessité issue d'un engagement religieux total avec la communauté. Si nous adoptions une politique de centres artistiques, nous pourrions atteindre les talents et les ressources artistiques du pays tout entier.

Nous devons aussi fonder des musées nationaux pour y rassembler toutes les œuvres de la sculpture et de l'artisanat traditionnels. Ainsi nous ne risquons pas de voir la production des plus talentueux de nos contemporains partir en pays étranger. De plus, cela aiderait nos artistes à ne plus dépendre du protectionnisme des touristes.

Toutes ces recommandations montrent bien l'importance du système d'éducation dans la création d'une conscience nationale. La restructuration radicale de nos possibilités ne doit pas se limiter au seul domaine de l'art, mais toucher aussi la science, la médecine, la géographie et, en fait, tous les aspects de la connaissance, dont l'Afrique serait le centre de rayonnement.

Nos universités et nos écoles devraient aller dans les campagnes ; c'est en s'engageant totalement dans le combat créateur des paysans que

nous trouverons notre propre personnalité. Le pays et les universités en sortiront vivifiés.

L'une des choses que les Africains acceptent le plus volontiers, c'est la renaissance et le développement de nos danses ethniques. C'est la raison pour laquelle des compagnies de ballet comme « Battement de cœur africain », en Ouganda, ont été formés. Il y en a beaucoup en Afrique Occidentale. Mais il y a deux manières d'apprécier l'existence de ces compagnies. L'une, c'est de les considérer surtout comme moyen d'exporter la culture africaine. Ainsi ont-elles rendu populaires en Europe et en Amérique les danses africaines, ce qui trahit aussi une attitude dépendante à l'égard du touriste. La danse, comme toute œuvre artistique locale, est destinée au premier chef à l'expression originale de la communauté. Elle crée un riche courant d'échanges entre artistes et public. Les ensembles nationaux devraient servir d'exemple dans leurs pays et stimuler les activités des groupes de danse dans les communes. Telle est l'influence qu'exerce en Ouganda le « Battement de cœur africain » : de petits groupes de danseurs se multiplient sans cesse, jusque dans les villages reculés.

D'un autre point de vue, on tend à juger notre travail comme une pieuse reconstitution des vieilles danses, sans grand effort d'innovation ou de changement pour les mieux adapter au présent. Comme n'importe quel art, la danse doit réfléchir l'expérience et les besoins d'un peuple. Autrement, ces danses ne seront que motifs de curiosité pure — comme les danses folkloriques écossaises en Europe — uniquement bonnes pour le touriste en quête d'authentique primitivité.

LES troupes de danses nationales devraient choisir les meilleurs danseurs du pays. L'idéal serait de constituer un groupe professionnel soucieux de savoir des danses aussi diverses et nombreuses qu'il se peut. Ces danseurs chercheraient aussi comment lier intimement danse, musique et art dramatique. Parallèlement, il faudrait encourager les groupes ruraux ou régionaux. Car ce sont bien les villageois qui donneront les éléments de la troupe nationale.

Je crois que toutes ces activités, si importantes qu'elles soient, resteraient dénuées de sens, si on ne les envisageait pas dans le contexte du genre de société que nous proposons. Car nos activités ne visent pas à renforcer le traditionnelisme réactionnaire, non plus qu'une solidarité tribale hors de question, car les traditions tribales et les unités ethniques ont perdu toute

signification et ne sont que vestiges du passé, dès lors que ne sont plus les assises économiques sur lesquelles elles se fondaient.

Amilcar Cabral, chef du mouvement de libération de Guinée et du Cap-Vert, a attaqué ce problème dans la perspective de la lutte que mènent ses guérilleros contre le colonialisme portugais.

« Nous pensons que quand les colonialistes sont arrivés en Afrique, la structure tribale était déjà en voie de désintégration, en raison de l'évolution de l'économie et sous la poussée des événements historiques qui se déroulaient sur la scène africaine. Aujourd'hui, on ne peut plus dire que l'Afrique soit tribale ; s'il y a encore des séquelles de vie tribale, c'est dans la mentalité populaire, et non pas dans les structures économiques en tant que telles. Qui plus est, si l'action colonialiste a été quelque peu positive, c'est bien en détruisant à peu près totalement les séquelles du tribalisme dans certaines régions du pays. »

Nous voulons créer une culture révolutionnaire qui ne s'enferme pas étroitement dans les limites des traditions tribales ou des frontières nationales, mais qui se projette vers le panafricanisme et le Tiers Monde. Il nous faudra alors, si nous y sommes résolus, employer toutes les ressources dont nous disposons : radio, télé-mouvements de jeunesse, coopératives, vision, cinéma, écoles, universités, agricoles. (Le film en particulier a une importance décisive pour l'Afrique où beaucoup de gens sont encore illettrés. Mais l'industrie du cinéma y est pratiquement inexistante.)

Ainsi trouverons-nous une force nouvelle et une dynamique nouvelle. S'adressant, il y a quelques mois, aux professeurs de Dar-es-Salaam, Julius Nyerere les a incités à former des hommes forts, fidèles aux buts révolutionnaires énoncés dans la déclaration d'Arusha :

« Sinon votre enseignement ne fera que des commis, comme hier celui des colonialistes. Vous ne formerez pas des combattants mais une troupe d'esclaves ou de semi-esclaves. Arrachez vos élèves à la mentalité coloniale. Vous devez former des gens solides, une jeunesse opiniâtre, tous capables d'agir, et non de jeunes désespérés. »

Une vraie culture nationale, apte à former une « jeunesse opiniâtre », une culture issue d'une société fondée sur la coopération et non l'exploitation sans merci, le vol et l'usurpation, une culture née du travail collectif de tout un peuple, c'est cette seule culture qui sera en mesure d'apporter au monde moderne quelque chose de véritablement fécond et original. ■

LECTURES

- **Polyglotte, lexique touristique international**
(15 langues à paraître)
Volume paru : Polyglotte français, anglais, allemand, espagnol, italien, danois.
Paris, 1970. Prix : 3 F.
- **La santé est-elle au-dessus de nos moyens ?**
par Catherine et Georges Mathé.
Editions Plon, Paris, 1970.
Prix : 20,90 F.
- **Le structuralisme**
par Louis Millet et Madeleine Varin d'Ainvelle.
Editions universitaires, Paris, 1970.
Prix : 9,70 F.
- **L'homme au travail, forçat du temps ?**
par Pierrette Sartin.
Editions Gamma, Paris, 1970.
Prix : 19 F.
- **Panorama des merveilles de l'Art 5 000 ans d'architecture**
par Ionel Jianou.
Editions Fernand Nathan, Paris, 1970.
Prix : 35 F.
- **La peinture française dans les musées russes**
par Raymond Charmet.
Editions Nagel, Paris, 1970.
Prix : 141,40 F.

LIVRES EDUCATIFS POUR JEUNES ENFANTS

Aux éditions Dupuis, Paris, 1970 :

- **Petite Abeille est malade**
- **Le chapardage : les noix**
Textes de Tamara Danblon, dessins de Pili Mandelbaum.
Prix du volume : 4,45 F.

Aux éditions du Sénévé, Paris, 1970 :

- **Petit tour dans mon jardin**
par Manuela Lacroix.
- **Le chapeau potager**
par Nicolas Suter et Elie Prigent.
- **Cache-cache couleurs**
par Joël Stein.
Prix du volume : 9 F.

Pour tous les livres ci-dessus, s'adresser à son libraire habituel. Ne pas passer de commandes à l'Unesco.

EDITIONS UNESCO

- **Introduction à l'Education permanente**
par Paul Lengrand.
Unesco 1970. Prix : 10 F.
- **L'Enseignement par correspondance**
par Renée F. Erdos,
adaptation française de Paul Simon.
Unesco 1970. Prix : 28 F.
- **Que mon Pays s'éveille**
par Malcolm S. Adiseshiah.
Unesco 1970. Prix : 28 F.
- **Education et promotion de la Femme**
par Jacqueline Chabaud.
Unesco 1970. Prix : 8 F.
- **Planification de l'Education : les conditions de la réussite**
par G. C. Ruscoe.
Unesco 1970. Prix : 6 F.

LATITUDES ET LONGITUDES

Deux prix scientifiques de l'Unesco

Deux prix ont été attribués par l'Unesco à des travaux scientifiques, le 12 novembre dernier. Le professeur Konrad Lorenz, dont les travaux sur la physiologie animale et le comportement des animaux sont célèbres, a reçu le Prix Kalinga de vulgarisation scientifique, alors que le Prix scientifique de l'Unesco, qui va à « une éminente contribution à la science et à la technologie en faveur du développement » a été décerné à l'Institut international de recherches sur le riz de Los Banos (Philippines) et au Centre international d'amélioration de la qualité du blé et du maïs, de Mexico. Ces deux organismes ont été choisis en raison du rôle important qu'ils ont joué dans la « Révolution verte ». L'un et l'autre, en effet, ont permis la création de variétés de céréales de haut rendement, résistant aux ravages causés par les insectes et les maladies, apportant de ce fait une contribution essentielle à la lutte contre la faim dans le monde. Le professeur Lorenz, lauréat du Prix Kalinga, dirige l'Institut Max Planck de physiologie du comportement, à Seewiesen (Bavière), en République fédérale d'Allemagne. Au nombre de ses ouvrages traduits en français, citons : « L'Aggression », « Essais sur le comportement animal et humain », « Tous les chiens et les chats », « les Mammifères et les Poissons ».

Problèmes de l'environnement

« Le Courrier de l'Unesco » désire attirer l'attention de ses lecteurs sur le fait que l'article intitulé « L'Homme, meurtrier de la nature » et paru dans le numéro d'août-septembre 1970 consacré à la violence, article qui portait la signature de U Thant, Secrétaire Général des Nations Unies, n'était pas un article en soi, mais une version abrégée du rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur les « Problèmes de l'environnement », présenté en juillet 1969 au Conseil économique et social.

« Venise meurt »

Du drame de Venise, rongée par l'âge et les éléments, sombrant lentement dans l'eau de sa lagune, rien ne rend mieux compte que les images du photographe italien Giorgio Lotti, réunies dans un volume intitulé *Venezia muore*. L'auteur de ces images, et son préfacier Gianfranco Fagioli, sont des journalistes : leur reportage, effectué pendant l'été de 1968 sur le mal secret de la cité que l'on nommait jadis la Dominante, montre à quel point palais et monuments dépérissent, même quand les cataclysmes ne s'en mêlent pas ; ainsi pour l'ancienne et fameuse abbaye de la Miséricorde décorée par Véronèse et dont on a fait un champ clos de basket-ball. La beauté de cet album de 125 photos illustre une forme poignante d'accélération de l'histoire, qu'heureusement on s'emploie à freiner avec l'aide de l'Unesco. Le volume est publié en édition quadrilingue : italien, français, anglais et allemand. (Editions Il Diaframma, 15, Via degli Imbriani, 20158 Milan, Italie. Prix : 4 000 lires.)

Aide de l'Unesco au Pakistan

L'Unesco donne 50 000 dollars au titre de l'aide au Pakistan, après la catastrophe qui vient de le frapper. Le Conseil Exécutif de l'Unesco en appelle à tous les Etats membres pour coopérer avec le gouvernement du Pakistan à la reconstruction éducative et culturelle. Le programme, approuvé dernièrement par la Conférence générale de l'Unesco, inclut une résolution pour l'étude de la prévention des catastrophes naturelles au Pakistan et pour la reconstruction.

Osaka 70

Tout était gigantesque à cette Exposition d'Osaka, où étaient préfigurés cités et environnements du 21^e siècle. De cette fête grandiose de l'avenir, qui a eu lieu entre mars et septembre 1970 au Japon, le souvenir ne sera pas perdu, grâce aux cinquante photographes qu'en ont ramenées Bruno Suter et Peter Knapp et qui forment un album comportant des légendes trilingues (français, anglais et japonais). Ce n'est plus que la fête du regard, mais, le dynamisme des images aidant, l'œil voit vivre cette immense cité éphémère et à chaque pas surprenante. (Editions Hermann, 156, boulevard Saint-Germain, Paris-6^e, France. Prix 30 F.)



Un symbole de l'unité humaine

Les Nations Unies ont fait de 1971 « l'Année internationale pour la lutte contre le racisme et la discrimination raciale ». Le dessin que nous reproduisons ici a été choisi comme symbole de cette campagne internationale qui vise à écarter les aberrations de l'« apartheid », de la discrimination raciale et de la ségrégation. Il transpose graphiquement le concept d'égalité et de non-discrimination d'origine nationale, de couleur ou d'ethnie.

En bref...

■ Comme l'anglais, l'espagnol, le russe et le français, l'arabe est désormais l'une des langues de travail de l'Unesco.

■ Le ministère des Transports du Brésil étudie les plans établis pour 6 500 km d'autoroutes transamazoniennes.

■ La Commission d'U.R.S.S. auprès de l'Unesco a commencé la publication d'un « Bulletin » trimestriel en quatre éditions : russe, anglaise, française et espagnole.

■ D'après une récente étude de la F.A.O., il faut 10 000 litres d'eau pour assurer la nourriture quotidienne d'une seule personne.

Nos lecteurs nous écrivent

POUR UNE SOLIDARITÉ

EXEMPLAIRE

Depuis cinq ans, je m'occupe avec mon épouse et quelques amis de malades, — environ 1 200 —, et parfois de personnes isolées. Nous leur apportons des livres, journaux et revues dont nous disposons grâce à un ramassage que nous avons organisé. Depuis trois ans, j'ai eu recours à une station de radio, et l'appel sur les ondes a été entendu. Mais voici que l'hiver approche et nous disposons de peu de matériel de lecture en ce moment. Pourriez-vous nous aider? Je désire par-dessus tout que notre mouvement, notre œuvre soient connus. Peut-être inciteront-ils d'autres personnes à créer une œuvre analogue pour aider ceux que la maladie ou l'âge écarte de nous. Merci.

Jacques Maréchal
B. P. 129
Saint-Dizier
(Haute-Marne), France

UN VŒU

Je souhaiterais que plus de numéros soient consacrés à l'archéologie et aux œuvres d'art.

M. Simon
Crépy-en-Valois, France

PRÉCURSEUR

TROP MÉCONNU ENCORE

Je tiens pour ma part le « Courrier de l'Unesco » pour l'une des plus remarquables revues qui soient en tout ce qui touche aux questions fondamentales de notre vie.

A l'heure actuelle, il y a beaucoup d'organisations qui se préoccupent au premier chef de l'environnement écologique. L'une de ces organisations, « SPEC », avait un stand lors de la Convention de la Fédération du travail de la Columbia britannique. J'avais emporté trois exemplaires du « Courrier de l'Unesco » : « L'eau et la vie » (juillet-août 1964), « Notre planète devient-elle inhabitable ? » (janvier 1969) et « L'homme en quête d'eau » (juin 1970). Quand on a commencé à m'expliquer le rôle de « SPEC », j'ai demandé si l'on avait jamais vu le « Courrier de l'Unesco ».

On a continué à m'expliquer les problèmes comme si c'était la première fois qu'on les posait. Je montrai mes exemplaires du « Courrier de l'Unesco » et la photo de la page 7 du numéro de juin 1970 (des bancs de détergents polluant une rivière de France). Alors une jeune femme m'a demandé, tout sourire, si je ne me rendais pas compte qu'il s'agissait bel et bien d'un iceberg. J'ai commencé à expliquer, et quand j'en eus fini, elle me suggéra de contacter la direction du SPEC, un secteur d'une société canadienne pour le contrôle de l'environnement. J'ai énuméré les organisations dans lesquelles j'avais déjà travaillé; je n'ai pas le temps, dis-je, de faire plus en dehors de mon travail.

La même jeune femme me demanda si j'avais déjà essayé de vendre le « Courrier de l'Unesco ». A quoi je

répondis qu'il était grand temps que tous les gens qui s'intéressaient aux activités du « SPEC » puissent s'abonner à la revue. Car celle-ci montre, depuis bien des années déjà, ce qu'il faut faire, mais les gens n'attachent à ces problèmes aucune importance avant qu'ils ne soient obligés de les affronter personnellement.

William Giesbrecht
Vancouver, Canada

CONTESTATAIRE

Dans votre numéro d'août-septembre 1970, une lettre se borne à énoncer, en contrepartie de la réussite d'Apollo II, le chiffre de 36 550 personnes mortes de faim pendant le même temps. Son sens est clair : nous devons nourrir tous les faméliques du monde.

Dans la même page, « Nos lecteurs nous écrivent », une lettre tend à prouver que le règne de la paix universelle est empêché par les Etats qui enseignent l'histoire, glorifient les héros et s'arment pour assurer leur défense. Cette candeur généreuse mais aveugle, cette méconnaissance de la vulnérabilité des institutions humaines qui demandent toujours vigilance et efforts pour être préservées des attaques extérieures, peuvent être rapprochées de celles du Pape, qui, dans ses appels à la paix, ne touche que ses ressortissants spirituels défendant l'idéal qu'il représente et désirant la paix encore plus que lui ; il ne peut avoir, en effet, la naïveté de croire que les agresseurs athées sont sensibles à sa parole. Nous jouissons d'une civilisation qui n'est pas l'idéal, mais qui permet tout de même un certain ordre et certains épanouissements. Pour nous, pour nos enfants, nous avons le devoir de la consolider et de la défendre.

A. Bénésis
Nice, France

DE QUEL ANIMAL

EST-IL QUESTION ?

En lisant votre numéro sur « L'Homme et son agressivité » (août-septembre 1970), je me suis étonné que vous accordiez tant de place et de considération aux savants qui travaillent en laboratoire et qui déduisent la nature humaine du comportement des animaux inférieurs.

Les expériences de laboratoire sur des animaux aussi bien que le comportement humain laissent de côté tout ce qui a trait à l'amour, à la sagesse et à la beauté, — ces attributs dépassant ce qui est le but des expériences. Toutefois ces attributs existent, ou du moins peuvent exister, chez les hommes, et c'est bien ce qui fait d'eux des êtres différents des autres animaux. Pourquoi le « Courrier de l'Unesco » croit-il que ceux qui déduisent la nature de l'homme du comportement des souris, des singes et des chats sont des « scientifiques », mais néglige-t-il de rendre compte du travail effectué par les psychologues existentiels qui ont fait des recherches sur le côté spécifiquement humain de la nature humaine ?

Et des hommes tels que le Mahatma Gandhi ou Martin Luther King ? Dans un numéro du « Courrier de l'Unesco » où l'on cherche à mettre fin à l'agressivité, ceux-là et d'autres apôtres de la paix mériteraient davantage de place et de considération que les souris, les singes et les chats.

Malcolm Schosha
Florence, Italie

N.D.L.R. — Notre numéro d'octobre 1969 était entièrement consacré à « Gandhi et l'héritage de la non-violence » ; ce même numéro soulignait le rôle de Martin Luther King. Voir aussi les lettres ci-dessous.

ELOGE DES GRANDS HOMMES

Parmi les nombreux sujets intéressants présentés par le « Courrier de l'Unesco », il en est qui ont plus particulièrement attiré mon attention : « Les Arts et la Vie », « La Jeunesse », « Les Femmes au travail », et surtout le numéro entièrement consacré au Mahatma Gandhi (octobre 1968). Gandhi est peut-être insuffisamment connu dans quelques pays européens, mais, au cours d'un séjour que j'ai fait récemment en Inde, j'ai pu constater à quel point sa vie et son œuvre avaient eu d'influence. Je trouve absolument remarquable qu'une revue aussi internationale que la vôtre s'intéresse aux grands hommes de notre temps et aux grands problèmes humains.

Martine Leniau
Saint-Cyr-sur-Loire
France

FAUT-IL QUE L'INTELLIGENCE

NE SERVE A RIEN ?

De l'article « L'Homme n'est pas meurtrier par nature », paru dans le numéro d'août-septembre 1970 du « Courrier de l'Unesco », je cite cette phrase : « Si l'agression... est une fatalité à nos gènes, alors nous sommes prédestinés à déclencher des guerres, et tous nos efforts vers la paix sont inutiles. »

Certes, l'aptitude à l'agressivité chez les animaux, — individus, groupes, espèces, — est due à la nécessité où ils se trouvent, au sein de leur environnement, de se procurer tout ce qui est nécessaire à leur survie et à leurs aises. Dans cette acception au moins, je crois que l'agressivité est dans nos gènes. Mais l'homme, animal doué de raison, tendra à devenir plus agressif que les autres créatures, car il estime que plus il sera agressif, plus il pourra se procurer de chose désirables. Et son environnement est un tout... Quel tout? le monde entier?... le système solaire?... l'univers?...

Mais notre intelligence, qui fait de nous une espèce si dangereuse, n'est-elle pas capable de mûrir au point de pouvoir choisir de contenir cette super-agressivité? Parviendrons-nous à la faire mûrir à temps, voilà la question.

Alan Street
Wakefield
Grande-Bretagne

Une nouvelle collection Unesco

Politiques culturelles : études et documents

1

Réflexions préalables sur les politiques culturelles

Unesco

Prix du volume : 8 F 60p. \$2

POLITIQUES CULTURELLES

études et documents

Une importante enquête internationale sur les problèmes que soulèvent l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique culturelle, sur les expériences tentées et les résultats obtenus dans des pays représentatifs de systèmes socio-économiques, de régions culturelles et de niveaux de développement différents.

Neuf volumes parus

Réflexions préalables sur les politiques culturelles. 52 pages

Les droits culturels en tant que droits de l'homme. 129 pages

Aspects de la politique culturelle française

par le Service des études et recherches du ministère des Affaires culturelles, Paris. 69 pages

La politique culturelle au Japon

par Nobuya Shikaumi. 63 pages

La politique culturelle aux États-Unis

par Charles C. Mark. 48 pages

La politique culturelle en Tunisie

par Rafik Saïd. 56 pages

La politique culturelle en Grande-Bretagne

par Michael Green et Michael Wilding, en consultation avec le professeur Richard Hoggart. 71 pages

La politique culturelle en Union des républiques socialistes soviétiques

par A.A. Zvorykine, avec le concours de N.I. Goloubtsova et E.I. Rabinovitch. 68 pages

La politique culturelle en Tchécoslovaquie

par Miroslav Marek, avec le concours de Milan Hromádka et Josef Chroust. 73 pages

Pour vous abonner, vous réabonner et commander d'autres publications de l'Unesco

Vous pouvez commander les publications de l'Unesco chez tous les libraires ou en vous adressant directement à l'agent général (voir liste ci-dessous). Vous pouvez vous procurer, sur simple demande, les noms des agents généraux non inclus dans la liste. Les paiements peuvent être effectués dans la monnaie du pays. Les prix de l'abonnement annuel au « COURRIER DE L'UNESCO » sont mentionnés entre parenthèses, après les adresses des agents.

★

ALBANIE. N. Sh. Botmeve, Naim Frasheri, Tirana. — **ALGÉRIE.** Institut Pédagogique National, 11, rue Ali-Haddad, Alger. Société nationale d'édition et de diffusion (SNED), 3, bd Zirout-Youcef, Alger. — **ALLEMAGNE.** Toutes les publications : Verlag Dokumentation, Postfach 148, Jaiserstrasse 13, 8023 München-Pullach. Unesco Kurier (Édition allemande seulement) : Bahrenfelder Chaussee 160, Hamburg-Bahrenfeld, CCP 276650 DM 12). — **AUTRICHE.** Verlag Georg Fromme et C. Arbeitergasse 1-7, 1051 Vienne. — **BELGIQUE.** Éditions « Labor », 342, rue Royale, Bruxelles 3. Presses Universitaires de Bruxelles, 42, av. Paul-Héger, Bruxelles 5. Standaard. Wetenschappelijke Uitgeverij, Belgiëlei 147, Antwerpen 1. Jean de Lannoy, 112, rue du Trône, Bruxelles 5. CCP 3 380.00. — **BRÉSIL.** Librairie de la Fundação Getúlio Vargas, Serviço de Publicações, Caixa postal 21120, Praia de Botafogo, 188. Rio de Janeiro, GB. — **BULGARIE.** Raznoiznos 1, Tzar Assen, Sofia. — **CAMBODGE.** Librairie Albert Portal, 14, avenue Boulloche, Phnom Penh. — **CAMEROUN.** Papeterie Moderne, Maller & Cie, B.P. 495, Yaoundé. — **CANADA.** Information Canada, Ottawa, Ont. (\$ 4.00). — **CHILI.** Editorial Universitaria S.A., casilla 10220, Santiago. — **REP. DEM. DU CONGO.** La Librairie, Institut politique congolais. B.P. 23-07, Kinshasa. Commission nationale de la République démocratique du Congo pour l'Unesco, Ministère de l'Éducation nationale, Kinshasa. — **COTE-D'IVOIRE.** Centre d'Édition et de Diffusion africaines. Boîte Postale 4541, Abidjan-Plateau. — **DANEMARK.** Ejnar Munksgaard Ltd, 6, Nørregade 1165 Copenhague K (D. Kr. 19). — **ESPAGNE.** Toutes les publications : Ediciones Iberoamericanas, S.A., Calle de Oñate, 15, Madrid 20; Distribución de Publicaciones del Consejo Superior de Investigaciones Científicas, Vitrubio 16, Madrid 6;

Librería del Consejo Superior de Investigaciones Científicas, Egiptiadas, 15, Barcelona. Pour « le Courrier » seulement : Ediciones Liber, Apartado 17, Ondárroa (Vizcaya). — **ÉTATS-UNIS.** Unesco Publications Center, P.O. Box 433, New York N.Y. 10016 (\$ 5). — **FINLANDE.** Akateeminen Kirjakauppa, 2, Keskuskatu, Helsinki. (Fmk 11,90). — **FRANCE.** Librairie Unesco, place de Fontenoy, Paris. C.C.P. 12.598-48. (F. 12). — **GRÈCE.** Librairie H. Kauffmann, 28, rue du Stade, Athènes. — Librairie Eleftheroudakis, Nikkis, 4, Athènes. — **HAÏTI.** Librairie « A la Caravelle », 36, rue Roux, B.P. 111, Port-au-Prince. — **HONGRIE.** Akadémiai Könyvesbolt, Vaci, U 22, Budapest VI. — **ILE MAURICE.** Nalanda Co. Ltd., 30, Bourbon Str. Port-Louis. — **INDE.** Orient Longman Ltd., 17 Chittaranjan Avenue, Calcutta 13. Nicol Road, Ballard Estate, Bombay 1; 36a, Mount Road, Madras 2. Kanson House, 3/5 Asaf Ali Road, P.O. Box 386, Nouvelle-Delhi 1. Publications Section, Ministry of Education and Youth Services, 72 Theatre Communication Building, Connaught Place, Nouvelle-Delhi 1. Oxford Book and Stationery Co., 17 Park Street, Calcutta 16. Scindia House, Nouvelle-Delhi. (R. 13.50). — **IRAN.** Commission nationale iranienne pour l'Unesco, 1/154, av. Roosevelt, B.P. 1533, Téhéran. — **IRLANDE.** The National Press, 2 Wellington Road, Ballsbridge, Dublin 4. — **ISRAËL.** Emanuel Brown, formerly Blumstein's Bookstore, 35, Allenby Road and 48, Nahlat Beniamin Street, Tel-Aviv. (IL. 15). — **ITALIE.** Toutes les publications : Libreria Commissionaria Sansoni, via Lamarmora, 45. Casella Postale 552, 50121 Florence, et, sauf pour les périodiques : Bologne : Libreria Zanichelli, Piazza Galvani 1/h, Milan : Hoepli, via Ulrico Hoepli, 5. Rome : Libreria Internazionale Rizzoli Galleria Colonna, Largo Chigi, Diffusione Edizioni Anglo-Americane, 28, via Lima, 00198, Rome. — **JAPON.** Maruzen Co Ltd., P.O. Box 5050, Tokyo International, 100-31. — **LIBAN.** Librairie Antoine, A. Naffal et Frères, B.P. 656, Beyrouth. — **LUXEMBOURG.** Librairie Paul Bruck, 22, Grand'Rue, Luxembourg. (170 F.l.). — **MADAGASCAR.** Toutes les publications : Commission nationale de la République malgache, Ministère de l'Éducation nationale, Tananarive. « Le Courrier » seulement : Service des œuvres post et périscolaires, ministère de l'Éducation nationale, Tananarive. — **MALI.** Librairie Populaire du Mali, B.P. 28, Bamako. — **MAROC.** Librairie « Aux belles images », 281, avenue Mohammed-V, Rabat. CCP 68-74. « Courrier de l'Unesco » : pour les membres du corps ensei-

gnant : Commission nationale marocaine pour l'Unesco 20 Zenkat Mourabidine, Rabat (C.C.P. 324-45). — **MARTINIQUE.** Librairie J. Bocage, rue Lavoisier, B.P. 208, Fort-de-France. — **MEXIQUE.** Editorial Herms, Ignacio Mariscal 41, Mexico D. F., Mexique (Ps. 30). — **MONACO.** British Library, 30, bd des Moulins, Monte-Carlo. — **MOZAMBIQUE.** Salema & Carvalho Ltda., Caixa Postal, 192, Beira. — **NORVÈGE.** Toutes les publications : A/S Bokhjørnet, Josefinesgate 37, Oslo 3. Pour « le Courrier » seulement : A.S. Narvesens, Litteratur-jeneste Box 6125 Oslo 6. (Kr 2.75). — **NOUVEAU-CALÉDONIE.** Reprex, av. de la Victoire, Immeuble Paimbouc, Nouméa. — **PAYS-BAS.** N.V. Martinus Nijhoff Lange Voorhout 9, La Haye (fl. 10). — **POLOGNE.** Toutes les publications : ORWN PAN, Pałac Kultury i Nauki, Varsovie. Pour les périodiques seulement : « RUCH » ul. Wronia 23, Varsovie 10. — **PORTUGAL.** Dias & Andrade Lda, Livraria Portugal, Rua do Carmo, 70, Lisbonne. — **RÉPUBLIQUE ARABE UNIE.** Librairie Kasr El Nil 3, rue Kasr El Nil, Le Caire, sous-agent : la Renaissance d'Égypte, 9 Tr. Adly Pasha, Le Caire. — **ROUMANIE.** Cartimex, P.O.B. 134-135, 126 Calea Victoriei, Bucarest. — **ROYAUME-UNI.** H.M. Stationery Office, P.O. Box 569, Londres S.E.1. (20/-). — **SÉNÉGAL.** La Maison du livre, 13, av. Roume, B.P. 20-60, Dakar. — **SUÈDE.** Toutes les publications : A/B C. E. Friczes, Kungl. Hovbokhandel, Fredsgatan, 2, Box 16356, 103 27 Stockholm, 16. Pour « le Courrier » seulement : Svenska FN-Forbundet, Vasagatan 15, IV 10123 Stockholm 1 - Postgiron 184692 (Kr. 18). — **SUISSE.** Toutes les publications : Europa Verlag, 5, Ramistrasse, Zurich. C.C.P. Zürich VIII 23383. Payot, 6, rue Grenus 1211, Genève 11, C.C.P. 12.236 (FS. 12). — **SYRIE.** Librairie Sayegh Immeuble Diab, rue du Parlement, B.P. 704, Damas. — **TCHÉCOSLOVAQUIE.** S.N.T.L., Spalena 51, Prague 2 (Exposition permanente); Zahranicni Literatura, 11 Soukenicka 4, Prague 1. Pour la Slovaquie seulement : Nakladatelstvo Alfa, Hurbanovo nam, 6, Bratislava. — **TUNISIE.** Société tunisienne de diffusion, 5, avenue de Carthage, Tunis. — **TURQUIE.** Librairie Hachette, 469, İstiklal Caddesi, Beyoğlu, İstanbul. — **U.R.S.S.** Mezhdunarodnaja Kniga, Moscou, G-200. — **URUGUAY.** Editorial Losada Uruguayua, S.A. Librería Losada, Maldonado, 1092, Colonia 1340, Montevideo. — **VIETNAM.** Librairie Papeterie Xuan Thu, 185, 193, rue Tu-Do, B.P. 283, Saigon. — **YOUGO-SLAVIE.** Jugoslovenska-Knjiga, Terazije 27, Belgrade-Drzavna Zaluzba Slovenije, Mestni Trg, 26, Ljubljana



Photo Vittor-Ugo Contino - © Asa Press

VENISE, HAUT-LIEU DE L'ART ET DE LA CULTURE

On voit ici la célèbre place Saint-Marc, à Venise, photographiée de la lagune (à droite, le lion de Saint-Marc, à gauche, le Campanile). La technique originale de l'artiste fait vibrer les couleurs et les formes architecturales dans la lumière de la brume marine. Cette évocation n'est pas sans rappeler les tableaux de Turner (1775-1851), le grand peintre anglais dont l'œuvre devait ouvrir la voie à l'impressionnisme.